

JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

L'UGTA met en avant les acquis sociaux et économiques

L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) a organisé, samedi à la Maison du Peuple à Alger, une cérémonie à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs, marquée par un rappel des principales avancées sociales et économiques enregistrées en Algérie ces dernières années sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. P 3



COMMERCIALISATION DE
PNEUS PAR NAFTAL

**Lancement prochain
d'une plateforme
numérique**

Le Président-directeur général de Naf-tal, Djamel Cherdoud, a annoncé le lancement prochain d'une plateforme numérique intégrée dédiée à l'enregistrement des demandes en pneumatiques, une initiative visant à moderniser les services de l'entreprise et à lutter contre les pratiques spéculatives sur le marché national.

P 2

CAMPAGNE MOISSON-
BATTAGE 2026

**De gros moyens
mobilisés par l'État**

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a engagé un dispositif d'envergure pour garantir le succès de la campagne de moisson-battage 2026. À travers une mobilisation qualifiée d'inédite, les pouvoirs publics entendent franchir un nouveau cap dans la modernisation du secteur agricole et renforcer durablement la sécurité alimentaire nationale.

P 5

REVALORISATION
DES PENSIONS

**Versement des
augmentations à
plus de 3,5 millions
de retraités**

La Caisse nationale des retraites (CNR) a annoncé, hier, le versement des augmentations des pensions et allocations au profit des affiliés. Cette mesure intervient en application des décisions du Président de la République visant à revaloriser les revenus des retraités, indique la CNR dans un communiqué.

P 3

FORUM ÉCONOMIQUE "BIASHARA
AFRIKA 2026" AU TOGO

**L'AAPI invite les opérateurs
économiques à y participer** P 2

MATIÈRES PREMIÈRES

**L'or et le cuivre en baisse,
le coton flambe** P 4

SÉTIF

**Ouverture de la 4^e édition
du Salon national "Hidhab
Pharma Expo" de la
production pharmaceutique** P 5

FORUM ÉCONOMIQUE "BIASHARA AFRIKA 2026" AU TOGO L'AAPI invite les opérateurs économiques à y participer

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a invité, jeudi dans un communiqué, les opérateurs économiques algériens à participer aux activités du forum économique africain "Biashara Africa 2026", prévu à Lomé (Togo) du 18 au 20 mai prochain. Cet événement économique est organisé par le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et le Gouvernement du Togo, sous le thème "Accélérer la transformation économique de l'Afrique grâce à la ZLECAf". Le Biashara Africa constitue "une plateforme africaine de premier plan visant à renforcer le commerce intra-africain et à accélérer l'activation de la ZLECAf, à travers le soutien aux échanges commerciaux et aux investissements et le renforcement de l'intégration économique sur le continent", précise l'AAPI. La participation à cet événement "permettra aux entreprises d'accéder à de nouveaux marchés africains, de rencontrer des partenaires commerciaux et industriels dans le cadre des réunions B2B, d'explorer des opportunités d'investissement et de partenariat et d'élargir le réseau professionnel à l'échelle continentale", souligne l'Agence. Ce forum économique réunit des délégations gouvernementales, des hommes d'affaires, des investisseurs, des économistes et des représentants d'institutions internationales pour discuter de commerce intra-africain, d'entrepreneuriat, d'innovation et d'économie numérique. R E.

COMMERCIALISATION DE PNEUS PAR NAFTAL Lancement prochain d'une plateforme numérique

Le Président-directeur général de Naftal, Djamel Cherdoud, a annoncé le lancement prochain d'une plateforme numérique intégrée dédiée à l'enregistrement des demandes en pneumatiques, une initiative visant à moderniser les services de l'entreprise et à lutter contre les pratiques spéculatives sur le marché national.

Par S R.

Cette annonce a été faite lors d'une rencontre tenue au siège de l'entreprise avec le président de l'Organisation algérienne de protection et d'orientation du consommateur et son environnement, Mustapha Zebdi, consacrée au renforcement de la coopération entre les deux parties au service du consommateur et à la garantie de la disponibilité des pneumatiques. Selon un communiqué de Naftal, cette plateforme constitue « une étape stratégique » dans la transformation numérique de l'entreprise, en permettant aux clients d'accéder à un système d'acquisition « fluide, organisé et transparent ». Elle vise ainsi à assurer un meilleur suivi des demandes et à

répondre aux préoccupations des citoyens dans des délais raisonnables.

Lutter contre la spéculation et améliorer la distribution

En effet, à travers cet outil digital, Naftal veut renforcer la transparence des transactions et juguler le phénomène de spéculation, souvent à l'origine de tensions sur le marché des pneumatiques. L'entreprise s'inscrit ainsi dans une démarche globale de modernisation de ses services et de consolidation de la confiance des consommateurs. Lors de cette rencontre, M. Cherdoud a souligné que Naftal mobilise l'ensemble de ses moyens humains et logistiques afin de répondre efficacement aux besoins du marché national. Il a, à ce titre, évoqué la

mise en œuvre d'un plan d'approvisionnement reposant sur la disponibilité de pneumatiques de catégorie « Premium », alliant qualité et prix compétitif. Cette stratégie vise également à contribuer à l'amélioration de la sécurité routière, en favorisant l'utilisation de produits conformes aux normes de qualité, et à réduire les risques d'accidents liés à l'usure ou à la mauvaise qualité des pneus.

Un dispositif logistique national renforcé

La rencontre a également permis aux représentants de l'APOCE de prendre connaissance du dispositif mis en place par Naftal pour l'approvisionnement du marché, notamment à travers un réseau de grands centres de stockage ré-

partis sur l'ensemble du territoire national. De son côté, M. Zebdi a salué le rôle de Naftal en tant que partenaire fiable, tout en insistant sur l'importance de renforcer la communication avec les citoyens pour mieux expliquer les mécanismes d'approvisionnement et de distribution des pneumatiques. Les deux parties ont, en outre, appelé les consommateurs à faire preuve de civisme en signalant toute pratique suspecte ou tentative de spéculation visant à créer une pénurie artificielle sur le marché. Elles ont réaffirmé leur engagement à poursuivre la coordination et la concertation afin d'améliorer les mécanismes de distribution, de renforcer la transparence et de garantir la disponibilité de produits de qualité au profit du consommateur algérien.

RÉGULARISATION FISCALE ET ASSAINISSEMENT DES DETTES FISCALES La DGI organise une rencontre nationale pour unifier l'application des mécanismes

La Direction générale des Impôts (DGI) a organisé, jeudi à Alger, une journée d'information et de sensibilisation au profit des représentants des inspections régionales des services fiscaux, consacrée à la clarification des mécanismes d'application des articles 93 et 122 de la loi de finances 2026, relatifs à la régularisation fiscale volontaire, et à l'annulation et à l'assainissement des dettes fiscales, indique un communiqué de la DGI.

Lors de cette rencontre dont l'ouverture des travaux a été présidée par le directeur général des impôts, Djamel Hanniche, en présence de l'inspecteur général des services fiscaux et de plusieurs cadres centraux et régionaux, l'accent a été mis sur l'importance d'unifier les modalités d'application des textes réglementaires et d'harmoniser les pratiques à travers les différentes structures fiscales. M. Hanniche a précisé, dans ce ca-

dre, que cette rencontre s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coordination entre les différents services, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des mesures liées à la régularisation fiscale volontaire et à l'annulation des dettes, soulignant le rôle pivot des inspections régionales dans l'accompagnement des services opérationnels sur le terrain. La rencontre a également été ponctuée par des présentations tech-

niques sur les modalités d'application des dispositions des deux articles concernés, avant l'ouverture d'un débat aux participants en vue de soulever leurs préoccupations et interrogations. Des clarifications ont été apportées par les cadres spécialisés afin de parvenir à une compréhension commune des mécanismes et de garantir une bonne application des nouvelles mesures. R E.

BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

La 28^e édition du salon Batimatec s'ouvre aujourd'hui à Alger

La 28e édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics "Batimatec 2026" se tiendra du 3 au 7 mai en cours, au Palais des expositions à Alger avec une large participation nationale et internationale. Organisée sous le haut patronage du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville et de l'Aménagement du territoire, cette manifestation, indiquent les organisateurs, verra une importante participation des entreprises nationales publiques et privées activant dans le domaine, ainsi qu'un nombre considérable d'entreprises

étrangères représentant une quinzaine de pays, à l'instar de la Chine, de la Turquie, de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal, en plus de la participation de 40 start-up dans diverses activités et travaux relevant du secteur du bâtiment et des travaux publics. Le salon est organisé en partenariat entre Algeria Exhibtions filiale de la Société algérienne des foires et exportations (SAFEX) et la société "Batimatec Expo", sur une surface d'exposition couvrant l'ensemble des pavillons du Palais des expositions. Le salon comprendra un riche programme de conférences techniques et scientifiques

destinées aux professionnels et aux universitaires, animées par des experts dont des cadres du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville et de l'Aménagement du territoire, ajoute la même source. Ces conférences aborderont plusieurs thématiques liées à l'innovation et aux start-ups dans le domaine du bâtiment et des matériaux de construction, ainsi que les nouveaux défis environnementaux liés au secteur du bâtiment, tels que les émissions de carbone dans l'industrie des matériaux de construction, en plus du financement des projets innovants et de l'intégration de l'innovation dans le domaine de la

construction durable. Les activités de cet événement économique comprendront également, selon le communiqué, l'organisation de la troisième édition du concours de l'innovation dans le bâtiment "INNOV BAT", visant à stimuler l'innovation dans les techniques de construction, encourager la recherche de solutions adaptées à la réalité et à la géographie algériennes, et soutenir les talents et compétences algériens qui constituent l'avenir du secteur du bâtiment et des travaux publics dans le pays, souligne-t-on. Synthèse R E.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse 01, rue Bachir Attar Sidi M'hamed Alger email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

L’UGTA met en avant les acquis sociaux et économiques

L’Union générale des travailleurs algériens (UGTA) a organisé, samedi à la Maison du Peuple à Alger, une cérémonie à l’occasion de la Journée internationale des travailleurs, marquée par un rappel des principales avancées sociales et économiques enregistrées en Algérie ces dernières années sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Par Zahir R.

La cérémonie, présidée par le secrétaire général de l’UGTA, Amar Takdjout, s’est déroulée en présence du ministre du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saïhi, de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, ainsi que de responsables des unions et fédérations syndicales et de représentants de différents secteurs professionnels. Dans son intervention, Amar Takdjout a mis en avant les efforts engagés par l’État pour l’amélioration du pouvoir d’achat et des conditions de vie des travailleurs, soulignant une série de mesures sociales structurantes adoptées ces dernières années. Il a notamment salué les décisions présidentielles portant sur la revalorisation des salaires dans plusieurs secteurs, l’augmentation des pensions de retraite, ainsi que l’instauration de l’allocation chômage, considérées comme des réponses concrètes aux préoccupations sociales. Le SG de l’UGTA a estimé que ces mesures constituent des « acquis précieux pour les travailleurs et pour les générations futures », insistant sur leur portée

sociale dans un contexte économique en transformation. Il a également mis en avant les réformes engagées au sein des entreprises nationales, évoquant un « bond qualitatif » dans leur performance, ayant contribué à la relance de l’économie nationale et à l’amélioration de la situation sociale des travailleurs. Par ailleurs, Amar Takdjout a indiqué que la dynamique économique impulsée depuis 2019 a permis de renforcer le caractère social de l’État, conformément aux principes de la Déclaration du 1er Novembre 1954. Il a cité plusieurs projets structurants, dont la mine de fer de Gara Djebilet, la ligne ferroviaire minière Ouest, ainsi que les stations de dessalement d’eau de mer, en plus du développement des start-up. Selon lui, ces projets ont contribué à réduire le chômage, à diversifier les sources de croissance et à instaurer un meilleur équilibre entre les régions du pays. Il a également salué les performances de plusieurs grandes entreprises publiques, dont Sonatrach, Air Algérie et la SNTF, ainsi que des sociétés opérant dans les secteurs des hydrocarbures, de l’agriculture, de l’agroalimentaire et des énergies renouvelables. Sur un autre registre, le SG de l’UGTA a insisté sur l’importance du dialogue so-

cial entre les partenaires sociaux et les employeurs, appelant à une concertation régulière afin de traiter les préoccupations socioprofessionnelles. Il a également souligné la nécessité de respecter les lois de la République pour garantir la cohésion et la synergie entre les différents acteurs économiques et sociaux. Amar Takdjout a mis en garde contre toute tentative visant à porter atteinte aux institutions de l’État, qu’il a qualifiées de « ligne rouge », insistant sur leur rôle central dans la stabilité du pays. Abordant le bilan des réformes sociales, Amar Takdjout a rappelé que la célébration du 1er Mai constitue une occasion d’évaluation des acquis, notamment en matière d’augmentation des salaires et d’amélioration des pensions. Il a appelé les travailleurs à poursuivre leurs efforts afin de consolider les réformes économiques et sociales, estimant que la poursuite de cette dynamique est essentielle pour assurer la stabilité et la croissance durable. De son côté, le ministre du Travail, Abdelhak Saïhi, a adressé ses félicitations aux travailleurs algériens, saluant leur contribution au développement du pays et au niveau de progrès atteint aujourd’hui.

EMPLOI ET PROTECTION SOCIALE

Des avancées notables enregistrées en 2025

Par Selma R.

Le Directeur général de l’emploi et de l’intégration au ministère du Travail, de l’emploi et de la sécurité sociale, Abdelmalik Atilia, a mis en avant les avancées enregistrées en matière d’élargissement de la couverture sociale et d’intégration progressive de l’économie informelle. S’exprimant sur les ondes de la radio nationale “Chaîne 1”, le responsable a souligné une évolution notable de la population active affiliée à la sécurité sociale, traduisant, selon lui, « une dynamique économique réelle et une prise de conscience accrue de l’importance de la protection sociale ». Il a précisé qu’en 2025, le nombre de travailleurs affiliés aux caisses de sécurité sociale a connu une hausse significative, dépassant 6,3 millions pour les salariés, tandis que les non-salariés ont franchi le cap du million d’adhérents, contre 800.000 auparavant. « Cette progression témoigne non seulement de l’élargissement de la base des travailleurs déclarés, mais également d’un effort continu de sensibilisation mené par les pouvoirs publics », a-t-il affirmé, insistant sur l’importance de la couverture sociale qui « ne bénéficie

pas uniquement au travailleur, mais également à ses ayants droit ». Dans ce sillage, M. Atilia a mis l’accent sur la lutte contre le secteur informel, qualifiée de priorité stratégique. « L’intégration de l’économie informelle passe avant tout par la sensibilisation aux avantages de la protection sociale », a-t-il expliqué, ajoutant que son département œuvre, en coordination avec d’autres secteurs, à l’élaboration d’une feuille de route visant à faciliter la transition vers l’économie formelle. Il a notamment cité le statut d’auto-entrepreneur comme levier important dans ce processus, permettant à de nombreux jeunes exerçant des activités informelles de régulariser leur situation et d’accéder aux dispositifs de sécurité sociale. « Plusieurs activités auparavant exercées en dehors du cadre légal ont pu être intégrées grâce à ce dispositif, offrant ainsi des droits sociaux et une meilleure stabilité professionnelle », a-t-il indiqué. Parallèlement, le Directeur général a rappelé que la couverture sociale en Algérie a atteint un niveau élevé, avec plus de 30 millions de bénéficiaires, soit un taux supérieur à 80%, ce qui place le pays à un niveau « appréciable en matière de justice sociale ».

Abordant la question de l’emploi, M. Atilia a fait état d’indicateurs en amélioration, avec une hausse de 14% des offres d’emploi en 2025, atteignant 608.000 offres, et une progression de 10% des placements, totalisant 473.000 insertions professionnelles. Il a précisé que le secteur privé demeure le principal pourvoyeur d’emplois, représentant près de 80% des recrutements. Toutefois, il a relevé des marges de progression dans certains secteurs, notamment l’agriculture, qui ne représente que 3% des placements. « Nous travaillons en coordination avec les secteurs de la formation professionnelle et de l’agriculture pour valoriser davantage ce potentiel et répondre aux besoins du marché, notamment dans les régions du Sud », a-t-il expliqué. Dans le même contexte, le responsable a insisté sur le rôle central de la formation dans l’amélioration de l’employabilité des jeunes, notamment les bénéficiaires de l’allocation chômage. « Nous avons évolué vers des formations qualifiantes sanctionnées par des diplômes, afin d’offrir de meilleures chances d’insertion durable », a-t-il conclu.

REVALORISATION DES PENSIONS Versement des augmentations à plus de 3,5 millions de retraités

La Caisse nationale des retraites (CNR) a annoncé, hier, le versement des augmentations des pensions et allocations au profit des affiliés. Cette mesure intervient en application des décisions du Président de la République visant à revaloriser les revenus des retraités, indique la CNR dans un communiqué. Selon la même source, plus de 3,5 millions de retraités et ayants droit sont concernés par cette opération, qui s’inscrit dans une démarche de renforcement du pouvoir d’achat et d’amélioration des conditions de vie de cette frange de la population. Dans le détail, les retraités percevant une pension mensuelle de 20 000 dinars ou moins bénéficient d’une augmentation de 10 %. Ceux dont la pension dépasse ce seuil se voient accorder une hausse de 5 %. Les montants revalorisés ont été directement versés sur les comptes postaux et bancaires des bénéficiaires, qui peuvent désormais procéder au retrait de leurs pensions et allocations. La CNR a réaffirmé son engagement à moderniser ses services et à les rendre plus accessibles aux citoyens, dans le but d’assurer un service public plus efficace et de meilleure qualité. Par ailleurs, dans le cadre de l’amélioration de la qualité des services fournis aux retraités et ayants droit, la CNR a signé, jeudi dernier, un avenant à une convention-cadre avec la Banque de développement local (BDL). « Dans le cadre de sa démarche continue visant à améliorer la qualité des services au profit des retraités et ayants droit, la CNR a conclu un avenant à une convention-cadre avec la BDL », précise le communiqué. Cette initiative intervient, selon la même source, « en réponse à une vision commune tendant à améliorer le pouvoir d’achat des retraités et à faciliter leur accès aux différents produits bancaires à des conditions préférentielles et à des procédures simplifiées, en mettant l’accent sur la numérisation et la rapidité de traitement ». Cette convention prévoit un ensemble d’avantages, notamment l’octroi de crédits à la consommation et de crédits immobiliers à des conditions préférentielles, qu’ils soient proposés sous leur forme classique ou islamique, avec des taux d’intérêt étudiés et des délais de remboursement flexibles pouvant aller jusqu’à 35 ans. Elle inclut également le financement de l’acquisition de logements neufs et de travaux de rénovation, ainsi que l’achat de véhicules et de biens produits localement, avec une prise en charge pouvant atteindre 90 % de la valeur du financement, selon des conditions tenant compte de la capacité de remboursement. Synthèse Z R.

MATIÈRES PREMIÈRES
L’or et le cuivre en baisse, le coton flambe

Les prix de l'or et du cuivre étaient en baisse cette semaine, impactés par des prévisions pessimistes sur la demande dans un contexte international marqué par des incertitudes géopolitiques. Vendredi, l'once d'or (31,1 g) s'échangeait vers 16H30 à Londres à 4.639,45 dollars, contre 4.709,50 dollars à la clôture de la semaine passée. Le métal jaune souffre des pressions à la suite de la hausse des prix du pétrole, qui a également tiré à la hausse les anticipations de taux d'intérêt aux Etats-Unis, selon des experts du marché. Des taux plus hauts rendent en effet le dollar et les obligations d'Etat plus attractifs pour les investisseurs, qui délaissent donc l'or, éclipsant son rôle traditionnel de valeur refuge. Le cours du cuivre a également reculé cette semaine en raison de données pessimistes sur la demande et de perspectives de croissance dans le monde affectées par la situation au Moyen-Orient. Une tonne de cuivre coûtait 13.020 dollars sur le LME (London Metal Exchange), contre 13.309,50 dollars lors de la clôture de la semaine dernière. Sur les deux premiers mois de cette année, l'excédent d'offre de cuivre a augmenté de plus de 100.000 tonnes par rapport à l'année précédente, pour atteindre environ 310.000 tonnes, a révélé le groupe d'étude international du cuivre (ICSG) dans son dernier rapport mensuel publié mardi. Le cours du coton, quant à lui, s'est encore envolé cette semaine, poussé notamment par une sécheresse dans la principale région productrice aux Etats-Unis. Le coton a touché dans la journée de vendredi son plus haut niveau depuis avril 2024, à 84,17 cents la livre.

MÉTAUX PRÉCIEUX
L’or en baisse

Les cours de l'or évoluaient vendredi en baisse, sur des marchés aux échanges réduits en ce 1er mai, férié dans de nombreux pays. Dans la matinée, le prix du métal jaune reculait de 1,02% à 4.570,50 dollars l'once. La devise américaine lâchait tout juste 0,03% face à la monnaie unique européenne, à 1,1736 dollar pour un euro, et grappillait 0,04% à la livre sterling, à 1,3598 dollar. Si "la faiblesse du dollar" est normalement de nature à soutenir le cours de l'or, "la perspective de taux d'intérêt plus élevés pendant plus longtemps" pèse à la baisse, car elle pourrait soutenir le billet vert, valeur refuge concurrente du métal jaune, détaille un analyste. Dans la foulée du statu quo de la Réserve fédérale américaine (Fed) mercredi, la Banque centrale européenne (BCE) et la Banque d'Angleterre (BoE) ont aussi maintenu leurs taux directeurs inchangés jeudi.

LIGNE MINIÈRE EST
Signature d’un accord de partenariat pour la fourniture de 800 wagons-remorques pour le transport du phosphate

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a signé, jeudi à Alger, un accord de partenariat avec l'Entreprise nationale de construction de matériels et d'équipements ferroviaires (FERROVIAL), portant sur la fourniture de 800 wagons-remorques destinés au transport de phosphate sous toutes ses formes à travers la ligne minière Est, indique un communiqué de la société. Cet accord stratégique s'inscrit dans le cadre des préparatifs pour l'exploitation de la ligne minière Est s'étendant de Djebel Onk, en

passant par Bled El Hadba et Tébessa jusqu'à Annaba, ainsi que le renforcement des capacités logistiques de transport, notamment en matière de transport de produits miniers. Il vise à fournir 800 wagons-remorques dédiés au transport du phosphate sous toutes ses formes à travers la ligne, ce qui permettra de transporter 13,6 millions de tonnes par an, ajoute le communiqué. La première livraison des wagons est prévue à partir du mois de juillet prochain, et l'opération se poursuivra jusqu'à la livraison to-

tale des wagons avec la mise en service de la ligne ferroviaire à la fin de l'année 2027, lit-on dans le communiqué. Cet accord s'inscrit dans le cadre des grands efforts nationaux visant à renforcer l'intégration entre les secteurs du transport ferroviaire et de l'industrie en Algérie, contribuant ainsi au soutien du développement économique national et à la promotion du produit local, précise le communiqué. La cérémonie de signature s'est déroulée au siège de la direction générale de la SNTF,

ALGERIA VENTURE
Lancement d’une plateforme de cloud souverain destinée aux développeurs

L'accélérateur public "Algeria Venture" a annoncé, jeudi, le lancement d'une plateforme de cloud au profit des développeurs de logiciels, hébergée en Algérie et intégrant l'intelligence artificielle. Le lancement de cette plateforme, baptisée "AventureCloudz", s'inscrit dans le cadre d'un partenariat stratégique conclu entre "Algeria Venture", l'opérateur de téléphonie mobile "Djezzy" et la startup "Taubyte", indique un communiqué de l'accélérateur public. Cette plateforme, hébergée localement sur

"Djezzy Cloud", a été conçue pour lever les barrières techniques, permettant ainsi aux startups et aux développeurs de passer rapidement et avec davantage de flexibilité de l'idée au produit, précise la même source, qui souligne l'importance de cette initiative dans le renforcement de la souveraineté numérique nationale, à travers la mise à disposition d'une alternative locale aux plateformes internationales. La plateforme devrait soutenir activement l'écosystème des startups et des dévelop-

peurs en Algérie via les programmes d'accompagnement proposés par "Algeria Venture" et démocratiser l'accès à des infrastructures cloud modernes, tout en accélérant l'intégration de l'intelligence artificielle dans les projets technologiques locaux, est-il ajouté dans le communiqué soulignant que cette initiative est le fruit d'une "coopération stratégique au service de la souveraineté numérique et de l'émergence de champions technologiques nationaux".

APS

AÏD EL ADHA
Les modalités d’acquisition des moutons via la plateforme numérique fixées

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a fixé, jeudi, les modalités d'acquisition et de choix des moutons de l'Aïd El-Adha pour l'année 2026, et ce, à l'issue de l'inscription via la plateforme nationale adhahi.dz, dédiée à la réservation et à la vente de moutons importés. A ce titre, les personnes inscrites sur la plateforme reçoivent un SMS mentionnant la date, l'heure et le lieu de retrait du mouton, afin de les orienter vers les points de vente les plus proches de leur lieu de résidence, selon un ordre chronologique et en fonction de la disponibilité des bêtes de sacrifice dans chaque wilaya et point de vente, précise le ministère dans un communiqué. Concernant le choix, le ministère a indiqué que les moutons proposés ont été sélectionnés et soumis à des contrôles vétérinaires, et que les citoyens peuvent choisir directement leur mouton dans les points de vente le jour du retrait, dans un souci de transparence. Un code QR apposé sur la boucle d'identification du mouton est également scanné afin de l'associer à l'identité de l'acheteur. S'agissant du paiement, le minis-

tère a rappelé les trois options proposées, à savoir en espèces (50.000 DA), par TPE au prix de 49.000 DA (une réduction de 1000

DA) ou en ligne au prix de 48.000 DA (une réduction de 2000 DA).

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 30 افريل 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 Avril 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	59	68	50	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	120	135	105	الطماطم	
	Oignon sec	85	95	75	البصل الجاف	
	Ail sec	690	797	583	الثوم الجاف	
	Ail vert	188	211	164	الثوم الاخضر	
	Carotte	114	127	100	الجزر	
	Navet	112	125	99	اللفت	
	Petit pois	184	205	162	الجلبانة	
	Fève verte	86	98	73	الفول الاخضر	
	Courgette	126	141	111	الكوسة	
	Haricot vert	324	354	293	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	104	118	89	الخس	
Fruits frais	Orange	271	329	213	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	227	253	202	الليمون	
	Pomme locale	476	581	372	التفاح المحلي	
	Datte	496	625	367	التمر	
	Banane	438	453	424	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1971	2120	1822	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	378	390	365	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	18	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-12,39	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 398,00	1398,00	0,00	-0,04	-0,83	8,99	5,56	29295	40 954 410,00
BIOPHARM	BIO	2 504,00	NC	0,00	0,02	1,29	6,66	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 079,00	2090,00	0,53	-0,75	-7,38	9,97	5,98	10700	22 363 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,38	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,22	3,97	5,00	0	0,00

CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE 2026

De gros moyens mobilisés par l’État

Le ministère de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a engagé un dispositif d’envergure pour garantir le succès de la campagne de moisson-battage 2026. À travers une mobilisation qualifiée d’inédite, les pouvoirs publics entendent franchir un nouveau cap dans la modernisation du secteur agricole et renforcer durablement la sécurité alimentaire nationale.

Par Réda Hadi

Cette dynamique s’inscrit dans le prolongement des orientations stratégiques fixées au plus haut niveau de l’État, visant à accroître la production nationale et à réduire la dépendance aux importations. Dès le lancement de la campagne, l’accent a été mis sur une couverture intégrale du territoire national, avec une priorité accordée aux régions du Sud. Ces zones, longtemps sous-exploitées, sont désormais au cœur de la stratégie agricole nationale en raison de leur potentiel considérable en matière de production céréalière. La mobilisation précoce des moyens dans ces régions vise à optimiser les rendements et à assurer une meilleure gestion des récoltes dans des conditions climatiques souvent exigeantes. Parmi les mesures phares annoncées figure la création d’« Agrodribe », une initiative structurante destinée à renforcer la mécanisation agricole. Cette entité joue un rôle central dans la modernisation des pratiques agricoles, en facilitant l’accès à des équipements performants et en améliorant l’efficacité des opérations de récolte. Elle s’inscrit dans une logique de professionnalisation accrue du secteur, où la technologie et l’organisation deviennent des leviers essentiels de compétitivité.

Dans cette même optique, plus de 1 100 machines de récolte ont été déployées à travers le pays, dont 330 directement exploitées par Agrodribe, a indiqué le ministre Yacine Oualid dans un post sur son compte facebook. Ce parc matériel conséquent représente un saut qualitatif important, permettant d’accélérer les opérations de moisson et de réduire significativement les pertes liées aux retards ou aux insuffisances logistiques. L’introduction de ces équipements modernes contribue également à alléger la pénibilité du travail agricole et à améliorer les conditions d’intervention sur le terrain. La question du transport des récoltes a également fait l’objet d’une attention particulière. Plus de 1 200 camions ont ainsi été mobilisés, selon le ministre, pour assurer l’acheminement du blé depuis les zones de production vers les centres de stockage. Cette organisation logistique vise à éviter les engorgements et à garantir une fluidité optimale tout au long de la chaîne de collecte. En réduisant les délais de transport, les autorités espèrent préserver la qualité des récoltes et limiter les pertes post-récolte, souvent coûteuses pour l’économie nationale. Parallèlement aux moyens matériels, un effort important a été consenti en matière de formation. Plus de 900 conducteurs de moissonneuses-batteuses ont été formés en

partenariat avec le secteur de la formation professionnelle. Cette initiative traduit une volonté claire de valoriser les compétences humaines et d’accompagner la montée en puissance des équipements par une qualification adéquate des opérateurs. La maîtrise des technologies agricoles modernes constitue en effet un facteur déterminant pour améliorer les rendements et garantir une utilisation optimale des machines. L’infrastructure de stockage a également été renforcée avec la mise à disposition de 307 centres locaux de stockage des céréales. Cette mesure répond à un besoin crucial de proximité, permettant aux agriculteurs de déposer rapidement leurs récoltes dans des conditions appropriées. Elle contribue à une meilleure organisation du circuit de collecte et à une sécurisation accrue des stocks, en réduisant les risques de détérioration ou de gaspillage. L’ensemble de ces actions s’inscrit dans une approche intégrée, où chaque maillon de la chaîne agricole, de la récolte au stockage, est pris en compte. L’objectif est clair : accroître la productivité, améliorer l’efficacité des opérations et réduire les pertes à tous les niveaux. Cette stratégie globale témoigne d’une volonté de transformation profonde du secteur agricole, en phase avec les exigences de souveraineté alimentaire.

FOIRE DES PRODUITS ET SERVICES ALGÉRIENS À NOUAKCHOTT DU 5 AU 11 MAI

Plus de 350 entreprises participeront à la 8e édition

Plus de 350 entreprises algériennes de production et de services participeront à la 8e édition de la Foire des produits et services algériens, prévue à Nouakchott (Mauritanie) du 5 au 11 mai prochain, a indiqué jeudi un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. L’organisation de cet événement, qui se déroulera au showroom permanent de la société Tasdir (filiale du groupe SAFEX) à Nouakchott, "s’inscrit dans le cadre des efforts déployés en faveur de la promotion des exportations et du renforcement de la présence des produits algériens sur les marchés africains, en vue de faire connaître les biens et services algériens, de mettre en avant leur qualité et leur diversité, d’ouvrir de nouvelles perspectives de partenariat et de renforcer les échanges commerciaux entre les deux pays", précise la même source. Cette Foire constitue également un espace privilégié pour les rencontres professionnelles entre acteurs économiques et une opportunité pour établir des partenariats commerciaux prometteurs, notamment à la lumière de la dynamique des exportations algériennes hors hydrocarbures, ajoute le communiqué du ministère, qui prévoit une forte affluence de visiteurs et de professionnels.

R E.

TRANSPORT URBAIN

L’Etusa lance 30 nouvelles lignes à Alger et sa périphérie

L’Établissement public de transport urbain et suburbain d’Alger (Etusa) a annoncé, hier dans un communiqué, le lancement de 30 nouvelles lignes, à partir de dimanche, dans le cadre de ses efforts visant à renforcer le réseau de transport et à améliorer la qualité des services. Ces nouvelles lignes qui s’inscrivent dans le cadre de cette opération, "la plus importante dans l’histoire de l’entreprise", couvriront 12 circonscriptions administratives de la wilaya d’Alger, ainsi que deux circonscriptions administratives hors wilaya, précise le communiqué. Il s’agit des lignes : 1er Mai-Diar Saâda/Les Anassers (circonscription

administrative de Sidi M’hamed), Ferhani-Zeghara, Ferhani-Jaïs, Raïs Hamidou-Bouzaréah/Sidi El Kebir (circonscription administrative de Bab El Oued), Kouba-Bab Ezzouar via Mohammadia (circonscription administrative de Hussein Dey), Baba Hassen-Birkhadem via Haouch Youcef, Cité AADL 3.746 logements de Douéra-Chevalley (circonscription administrative de Draria), Cité Kourifa-El Harrach, El Harrach-Ben Aknoun via l’hôpital militaire (circonscription administrative d’El Harrach). S’y ajoutent les lignes El Marsa-Rouiba/Aïn Taya (circonscription administrative de Rouiba), Roukhi-Souidania (circonscription adminis-

trative de Chéraga), Les Eucalyptus-Gare ferroviaire de Bab Ezzouar/Bab Ezzouar Pont (circonscription administrative de Baraki), Ancienne Aïn Naâdja-Cité 720 logements à Aïn Naâdja/Station de métro, Ouled Belhadj-Baba Ali/Haouch Zouzou, Bir Mourad Raïs-El Biar, Gare de Birkhadem-Ben Aknoun via Tixeraine (circonscription administrative de Bir Mourad Raïs). Les nouvelles dessertes comprennent également les lignes Staoueli-Souidania passant par Balouta, Zéralda-Chevalley via Balouta, l’Hôpital militaire-Khaïti, ainsi que la liaison Staoueli-Gare ferroviaire de Zéralda via Palm Beach (circonscription ad-

ministrative de Zéralda). Sont également concernées les liaisons entre la Cité 1.310 logements de Tessala El Merdja et la station du 2 Mai (Tafourah), ainsi que la ligne reliant la cité Boualem Arabi à Baba Ali vers Baraki (circonscription administrative de Birtouta). Le programme s’étend, en outre, aux lignes Sidi Bennour (Q22 et Q23)-Zéralda via la cité 25 logements de Magtaa Kheira et Douaouda, Sidi Bennour-Ben Aknoun, ainsi que Douar Sidi Abdellah/Gare ferroviaire-Rahmania. Les services incluent également les lignes reliant la cité 1.500 logements de Zaatria à la station du 2 Mai via Baba Ali et La Côte,

la cité 1.500 logements de Zaatria-Chevalley, la cité 412 logements de Sidi Bennour-Rahmania, ainsi que la liaison entre la cité 6.000 logements AADL de Mahelma et Ben Aknoun via Douéra (circonscription administrative de Sidi Abdellah). Il s’agit également des dessertes reliant la cité 796 logements de Bou-douaou El Bahri à la gare de Réghaïa (wilaya de Boumerdès), Larbaâ-Baraki via Belaouadi, et Bougara vers la station du 2 Mai/Tafourah (wilaya de Blida). Le premier départ est programmé à 06h00, tandis que le dernier est fixé à 18h30, précise la même source.

APS

SONELGAZ

La direction de distribution de Sidi Abdellah poursuit le renforcement de l’approvisionnement et l’amélioration du service en prévision de la saison estivale

La direction de distribution de Sidi Abdellah de la société Sonelgaz poursuit la réalisation d’une série de projets visant à renforcer et à stabiliser l’approvisionnement en électricité et en gaz et à améliorer la qualité du service, en prévision de la prochaine saison estivale, a indiqué mercredi un communiqué de la direction. "Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan de développement visant à améliorer la qualité du service public, notamment en période estivale, la direction de distribution de Sidi Abdellah poursuit la réalisation d’une série de projets visant à renforcer et à stabili-

ser l’approvisionnement en électricité et en gaz et à améliorer la qualité du service assuré au citoyen", précise-t-on de même source. Ces projets ont porté sur le renforcement et la modernisation des réseaux de distribution, la réalisation de nouveaux transformateurs électriques, ainsi que sur des travaux de maintenance "permettant de répondre à la demande croissante et d’assurer la continuité de l’approvisionnement, notamment durant les périodes de pointe et dans les conditions climatiques propres à la saison estivale, qui influent directement sur la qualité et la continuité du

service, particulièrement en cas de forte humidité", lit-on dans le communiqué. Dans ce cadre, la direction de distribution de l’électricité et du gaz de Sidi Abdellah a procédé à la réalisation de trois nouveaux départs au niveau des circonscriptions administratives de Douéra, Staoueli et Tassala El Merdja, à la restructuration du réseau dans les circonscriptions de Mahelma et Tassala El Merdja, ce qui représente plus de 5 km de réseau électrique, ainsi que la réalisation de trois transformateurs électriques. La direction a mis en avant son souci

d’accélérer le rythme des interventions sur le terrain et des opérations de maintenance préventive, pour l’entretien de 309 transformateurs électriques et de 127 km de réseau, ainsi que l’inspection de 926 transformateurs, de 118 km de réseau et de 100 colonnes montantes via la technique de caméra thermique (diagnostic Thermo Vision). Par ailleurs, la direction poursuit ses campagnes de sensibilisation au profit des citoyens sur les dangers liés à l’utilisation non sécurisée du gaz et de l’électricité, ainsi que sur la rationalisation et l’optimisation de leur usage.

R E.

BOUMERDES
Mise en service de
plusieurs
infrastructures
sportives et de
jeunesse

Le secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya de Boumerdes a été renforcé, jeudi, par la mise en service de plusieurs projets de développement destinés à encadrer les activités sportives de proximité au profit des jeunes et des associations locales. Lors d'une visite de travail effectuée par le wali, Fouzia Naâma, le directeur du secteur, Chafai Ghedhbane, a indiqué que ces réalisations visent à rapprocher les espaces de pratique sportive des jeunes et à encourager la pratique de différentes activités sportives dans les quartiers et zones d'habitation. Les principaux projets inaugurés à cette occasion portent notamment sur deux (2) stades de football de proximité en gazon synthétique dans les villages de Touzaline et El-Haddada (Beni Amrane), une salle polyvalente à Ouled Ali (Khemis El-Khechna), ainsi qu'un autre stade de football à Corso. D'autres terrains de football en gazon synthétique ont été également inaugurés dans la commune des Issers (Est de Boumerdes), au lieu-dit "El-louz" de Thénia, la cité "Berrahmoune" de Boumerdes, à Baghlia et Taourga. Par ailleurs, le secteur bénéficiera, avant la fin de l'année en cours, de 28 autres nouveaux terrains sportifs actuellement en cours de réalisation, qui s'ajouteront à près de 70 infrastructures déjà opérationnelles à travers différentes communes de la wilaya, selon le directeur de la Jeunesse et des Sports.

R. E.

DJELFA
Plus de 4 milliards DA
pour une station
d'épuration à
Messaad

Le secteur de l'Hydraulique de la wilaya de Djelfa a mobilisé une enveloppe de plus de 4 milliards DA pour la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées (STEP) dans la commune de Messaad, dans le cadre de la mobilisation des ressources d'irrigation agricole et de la protection de l'environnement, à-on avisé jeudi auprès des services de la wilaya. Les travaux de ce projet, ayant fait récemment l'objet d'une visite d'inspection du wali, Djahid Mous, avancent à un rythme soutenu. Sur place, le wali a souligné l'importance de cette STEP pour le traitement des eaux usées et leur réutilisation dans le développement agricole des zones avoisinantes, couvrant plus de 700 hectares. Inscrit au titre du programme complémentaire, ce projet devrait, une fois achevé dans un délai contractuel de 36 mois, améliorer la prise en charge des eaux usées selon des procédés modernes respectueux de l'environnement et du milieu, une démarche qui concerne également plusieurs autres communes ayant subi de ces mêmes projets structurants. La station, en réalisation sur une assiette de 19 hectares, comprend de grands bassins d'épuration d'une capacité de traitement de plus de 42.000 m3/jour, ainsi que des conduites destinées au transport des eaux usées et des eaux traitées, obtenues selon des procédés modernes permettant l'élimination de toutes les impuretés afin de les rendre exploitables dans le domaine de l'irrigation agricole.

APS

SÉTIF
Ouverture de la 4e édition du Salon
national “Hidhab Pharma Expo”
de la production pharmaceutique

La 4e édition du Salon national de la production pharmaceutique "Hidhab Pharma Expo" s'est ouverte jeudi au Palais des expositions "El Maabouda" à Sétif, avec la participation de 80 exposants issus de plusieurs wilayas du pays, sous le slogan "L'industrie pharmaceutique nationale vers la concrétisation de la souveraineté sanitaire".

Lors de son allocution d'ouverture prononcée au nom du wali de Sétif, Mustapha Limani, le directeur de la santé et de la population, Ali Benkamla, a souligné que "la tenue de cette quatrième édition confirme le rôle pivot du secteur de la santé et du médicament dans le renforcement de la sécurité sanitaire nationale". Il a précisé que cet espace "n'est pas seulement une vitrine de produits, mais le reflet d'efforts et de solutions innovantes pour faire face aux défis sanitaires croissants". Il a ajouté que ce salon s'articule autour de trois axes principaux, à savoir "la localisation de l'industrie pharmaceutique" à travers le soutien aux orientations visant à renforcer la production nationale selon les normes internationales de qualité, "l'accompagnement des transformations numériques" en mettant en exergue le rôle de l'intelligence artificielle et des biotechnologies dans l'accélération de la recherche et du développement, ainsi que "l'investissement", un axe stratégique s'inscrivant dans la politique

de l'Etat visant à encourager l'investissement dans tous les secteurs, notamment celui de la sécurité médicamenteuse, considérée comme un enjeu de souveraineté nationale. De son côté, le président du Conseil de l'Ordre des pharmaciens (SORP - région de Sétif), Abdelmalek Haroun, a qualifié cette édition d'"exceptionnelle" au regard du succès des précédentes sessions. Il a rappelé que la wilaya de Sétif s'impose comme un pôle de l'industrie pharmaceutique en Algérie, ayant occupé en 2025 la première place nationale en termes de distribution de médicaments. Le commissaire du salon et directeur de l'entreprise organisatrice, Khalifa Bella, a indiqué que cette manifestation regroupe de nombreux producteurs pharmaceutiques et parapharmaceutiques, des distributeurs ainsi que des prestataires de services de santé. Il s'agit, selon lui, d'une opportunité pour échanger sur les dernières actualités de l'industrie, établir des partenariats et contribuer à la

réduction de la facture d'importation, tout en ouvrant des perspectives d'exportation vers de nouveaux marchés. En marge de l'exposition, une série de conférences scientifiques sera animée par des chercheurs et des experts. Ces rencontres porteront sur l'état des lieux du marché du médicament en Algérie à travers des sessions de concertation entre pharmaciens, fabricants et syndicats professionnels, avec pour objectif de formuler des solutions pratiques visant à renforcer la conscience sanitaire, soutenir la souveraineté médicamenteuse et assurer la formation continue des praticiens. Il est à noter que cette édition, qui se poursuivra jusqu'au 2 mai prochain, est organisée sous le haut patronage du wali de Sétif, en coordination avec la direction de la santé et de la population (DSP), et sous la supervision du Conseil de l'Ordre des pharmaciens et du Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO).

APS

TISSEMSILT
180 agents mobilisés pour la campagne de prévention et de lutte
contre les feux de forêt

Les services de la Conservation des forêts de la wilaya de Tissemsilt ont mobilisé un total de 180 agents, en prévision du lancement de la campagne de prévention et de lutte contre les feux de forêt, a-t-on appris, jeudi, auprès de cette instance. Le chef du bureau de la prévention et de la lutte contre les incendies et les maladies parasitaires à la Conservation des forêts, Ammar Omar, a indiqué dans une déclaration à l'APS que cette campagne débutera, demain vendredi, et se poursuivra jusqu'au 30 novembre

prochain. Il a précisé que 180 agents ont été mobilisés afin d'assurer les interventions et la surveillance à travers l'ensemble des espaces forestiers de la wilaya. Le responsable a ajouté que des commissions communales et opérationnelles ont été installées au niveau des daïras, en plus de la commission de wilaya présidée par le wali, et ce, depuis le 12 mars dernier. Il a également été procédé à la répartition des agents de surveillance à travers 10 tours dédiées à la surveillance du couvert forestier. Concernant les moyens matériels,

16 camions-citernes de lutte contre les incendies, d'une capacité variant entre 600 et 800 litres chacun, ont été mobilisés. En outre, 9 points d'eau ont été aménagés et remplis dans les zones forestières, avec une capacité de 50 mètres cubes chacun, afin d'être utilisés lors des opérations d'extinction en cas de besoin. Un drone sera également utilisé pour assurer la surveillance aérienne des forêts, selon la même source. Parallèlement, des campagnes de sensibilisation et de prévention seront lancées en partenariat avec dif-

férents acteurs, notamment les mosquées, les associations environnementales, les scouts et les chasseurs, dans le but de renforcer la conscience quant à la nécessité de préserver le patrimoine forestier et de mettre en garde contre les risques d'incendies, tout en rappelant les numéros verts des services forestiers et de sécurité. Pour rappel, la superficie forestière de la wilaya de Tissemsilt est estimée à environ 76.000 hectares, soit 24 pour cent de la superficie totale de la wilaya.

R. E.

GUELMA
La technique du goutte-à-goutte pour l'irrigation de près
de 2000 hectares de tomates industrielles

La technique d'arrosage goutte-à-goutte a été adoptée dans la wilaya de Guelma, au titre de la saison agricole 2025-2026, pour irriguer une superficie de 1.830 hectares de tomates industrielles, a-t-on indiqué, jeudi, auprès, à direction des Services agricoles (DSA). Dans une déclaration à l'APS, en marge d'une journée d'information technique à l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé (ITMAS), consacrée à "l'économie de l'eau par l'utilisation des eaux traitées en irrigation", Mme Samira Hallassi, chargée de l'information à la DSA, a indiqué que "l'adoption de la technique d'irrigation goutte-à-goutte couvre aujourd'hui toutes les superficies plantées en tomates industrielles". Superficies, a-t-elle ajouté, "susceptibles d'augmenter légèrement avant la fin de l'actuelle campagne de plantation". Mme Hallassi a souligné que la généralisation de l'utilisation de la technique d'irrigation goutte-à-goutte sur de vastes superficies

plantées de tomates industrielles, est "le fruit d'un plan d'action élaboré et mis en œuvre au cours des dernières années, visant à orienter les agriculteurs vers une bonne maîtrise de l'utilisation des systèmes et des équipements d'irrigation goutte-à-goutte pour faire face aux conditions climatiques et réduire les volumes d'eau affectés, annuellement, à l'irrigation de cette culture, à partir du barrage de Bouhamdane, à Hammam Debagh, principal pourvoyeur d'eau pour l'irrigation agricole". La responsable a également considéré que "le recours à la technique de l'irrigation goutte-à-goutte pour la tomate industrielle permettra d'économiser d'importants volumes d'eau par rapport à l'irrigation par aspersion, étant donné qu'un hectare irrigué en goutte-à-goutte nécessite entre 4.000 et 6.000 m3 (entre plantation et récolte), tandis qu'un hectare irrigué par aspersion requiert 6.000 à 9.000 m3". La même source a ajouté que cette technique

permet également d'améliorer le rendement à l'hectare qui peut atteindre ou dépasser les 800 quintaux, selon les prévisions de la saison en cours, alors que le rendement de la filière ne dépassait pas, auparavant, les 700 quintaux à l'hectare. S'agissant de la journée d'information technique, elle a été organisée à l'intention des agriculteurs dans le cadre d'une coordination entre la DSA de Guelma et l'Agence de Bassin Hydrographique Constantinois-Seybousse-Mellegue (ABHCSM). Les interventions ont été centrées, au cours de cette rencontre qui a réuni tous les acteurs du secteur agricole de la wilaya, sur les efforts de l'Etat visant à mobiliser les ressources en eau de surface au profit de l'irrigation agricole, sur les techniques d'irrigation, sur les défis de la rationalisation de l'utilisation de l'eau dans agriculture ainsi que sur la réutilisation après traitement des eaux usées pour l'irrigation agricole.

APS

Seule la nationalisation peut sauver la sidérurgie européenne

Dépendants d’une énergie toujours plus chère, les producteurs d’acier européens sont de moins en moins rentables et les fermetures de site se multiplient. La préservation des emplois et la transition écologique du secteur ne pourront passer que par une reprise en main par l’Etat, à travers la nationalisation.

Par Alexandra Gerasimcikova

La sidérurgie européenne est en crise. Bien sûr, le prix élevé de l’énergie sur le Vieux continent, qui continue d’augmenter avec la guerre en Iran, est en cause. Mais le problème est plus profond : cette industrie rapporte de moins en moins à ses dirigeants et à ses actionnaires. Cette configuration est une opportunité pour la gauche pour nationaliser la production d’acier et réformer les marchés européens de l’énergie. Alors que les prix du gaz ont explosé de 70% depuis le début de la guerre illégale d’Israël et des Etats-Unis contre l’Iran, toutes les industries énergivores du continent sont en alerte rouge. Le secteur sidérurgique ne fait pas exception. Cette crise énergétique s’ajoutant à une surproduction mondiale et à des importations d’acier moins cher, la production européenne d’acier se trouve aujourd’hui confrontée, de l’aveu même des industriels, à une « menace existentielle ».

Surproduction et pollution

Mais cette crise a en réalité des racines plus profondes. Si les industriels européens accusent souvent la concurrence étrangère, notamment la Chine, premier producteur mondial, de noyer le marché avec son acier bon marché, l’Europe a ses propres surcapacités. Si la capacité installée de production dans l’UE avoisine les 198 mégatonnes d’acier par an, la production réelle n’était que de 125,8 mégatonnes en 2025. Un seuil historiquement bas d’après le secteur. Une demande en berne dans les secteurs les plus consommateurs d’acier comme la construction et les activités manufacturières ont forcé les grands industriels à réduire leur production. Le secteur n’en est cependant pas à sa première crise de surproduction. Mais désormais, il doit aussi relever un second défi : sa décarbonation. La sidérurgie est en effet une des industries les plus polluantes, responsable de 8 à 10% des émissions mondiales. La nécessité de décarbonation est rendue plus urgente que jamais par la montée en puissance du marché européen du carbone, qui risque de rendre la production d’acier traditionnel par hauts-fourneaux, toujours moins compétitive. Pour l’heure, les institutions européennes tentent par tous les moyens de gonfler les profits des industriels privés dans l’espoir d’éviter qu’ils délocalisent dans des pays où l’électricité et le coût de la pollution sont moins chers. Mais une alternative, portée par les syndicats et les partis de gauche, est en train de gagner du terrain : la nationalisation de la sidérurgie. En novembre 2025, l’Assemblée nationale a voté la nationalisation des sites français d’Arcelor Mittal suite au refus de l’industriel d’investir dans un four électrique et à sa volonté de supprimer 1600 emplois. Beaucoup y ont vu la confirmation que le groupe indien entendait en réalité se désengager de l’Europe et délocaliser la production ailleurs. Portée par la France insoumise et soutenue par la CGT, la proposition de loi a cependant été rejetée par le Sénat. Mais la lutte continue. Ces licenciements et ces promesses non tenues de décarbonation en France sont loin d’être isolés. Chez ThyssenKrupp, en Allemagne, dix mille emplois devraient être supprimés, tandis qu’ArcelorMittal a annulé un projet d’acier vert alors même qu’il avait reçu 1,3 milliard d’euros de subventions du gouvernement allemand. Dans ce contexte, le

parti de gauche radicale allemand Die Linke s’est récemment prononcé en faveur de la socialisation de l’industrie sidérurgique. En Italie, l’Etat a temporairement pris le contrôle de l’ancienne aciérie Ilva de Tarente, au bord de la faillite, auparavant détenue conjointement avec ArcelorMittal, et poursuit l’entreprise en justice pour 7 milliards d’euros en raison de sa mauvaise gestion. Cette intervention fait suite à plus d’une décennie de graves dommages environnementaux et sanitaires liés aux émissions toxiques du site, une situation qui a conduit la Cour européenne des droits de l’homme à condamner l’Italie pour ne pas avoir protégé la population contre la pollution industrielle.

La transition vers un acier vert nécessite d’énormes quantités d’énergie.

La production d’« acier vert » peut s’articuler autour de deux approches principales. La première consiste à utiliser de l’hydrogène renouvelable pour réduire directement le minerai de fer : un procédé connu sous le nom de « réduction directe du fer » (RDF). Le fer ainsi obtenu est ensuite traité dans des fours à arc électrique alimentés par de l’électricité renouvelable. Aujourd’hui, cette méthode est largement considérée comme la plus viable pour décarboner la production d’acier primaire, nécessaire dans des secteurs tels que la construction automobile. L’autre voie consiste à développer la production d’acier secondaire en recyclant la ferraille dans des fours électriques. Mais pour une industrie aussi gourmande en énergie fossile, la transition vers un acier vert nécessite d’énormes quantités d’énergie. D’ici 2030, soit dans seulement quatre ans, les projets d’acier à faible empreinte carbone prévus par l’UE pourraient nécessiter plus d’électricité renouvelable que la consommation totale de la Belgique. Or, cette demande supplémentaire en électricité s’ajoute à celles des autres secteurs qui cherchent eux aussi à se décarboner. Même si toutes les initiatives d’acier vert actuellement en cours dans l’UE venaient à être opérationnelles, seuls 24% de la production primaire d’acier serait décarbonée.

Le projet suédois HYBRIT

Même le projet européen d’acier vert le plus prometteur, le projet suédois HYBRIT qui a recours à de l’hydrogène produit à partir d’électricité renouvelable, a rencontré des difficultés pour passer à l’échelle industrielle, principalement en raison des coûts de l’électricité. Coentreprise entre le sidérurgiste SSAB, la société minière publique LKAB et le fournisseur d’énergie Vattenfall, HYBRIT a produit en 2021, à l’échelle pilote, le premier fer spongieux au monde réduit à l’hydrogène renouvelable. Pour passer à une usine de démonstration, LKAB a cherché à conclure un accord d’approvisionnement en électricité à long terme avec Vattenfall. Mais cette dernière, pourtant une entreprise publique, a insisté pour vendre cette électricité à des prix de long terme plus élevés que ceux souhaités par LKAB avant de s’engager à construire de nouvelles capacités renouvelables. La Commission européenne a suggéré de tels accords comme moyen de faire face à la crise énergétique de l’industrie sidérurgique. Mais les prix de l’électricité ne sont pas le seul problème : même avec des accords favorables, la seule usine de démonstration prévue par HYBRIT augmenterait la consommation totale d’électricité de la Suède de près de 4 %.

L’hydrogène n’existe pas vraiment

Compte tenu des immenses besoins en électricité, il n’est pas surprenant que la production d’hydrogène renouvelable à une échelle industrielle significative ne se soit pas encore concrétisée. Partout dans le monde, des projets d’hydrogène par électrolyse sont retardés ou annulés. En Europe, il n’existe actuellement aucune capacité de production d’hydrogène par électrolyse à grande échelle destinée à la sidérurgie, et celle-ci ne représente que 0,5 % des projections de l’industrie européenne en matière de capacité d’électrolyseurs pour 2030. Pour avoir une chance de réussir, le développement de l’hydrogène renouvelable doit donc se concentrer sur les secteurs où il n’existe pas d’alternatives et où il est efficace. La propriété publique et la planification écologique peuvent y parvenir bien mieux que les investissements privés en quête de rentabilité, y compris dans des secteurs tels que le raffinage du pétrole, qui se disputent des ressources en hydrogène limitées. Des décisions politiques difficiles devront être prises quant à l’orientation des investissements. Soit ils continuent de dépendre de la rentabilité, soit ils suivent des priorités sociales et environnementales à long terme. Pour avoir une chance de réussir, le développement de l’hydrogène renouvelable doit donc se concentrer sur les secteurs où il n’existe pas d’alternatives et où il est efficace. La propriété publique et la planification écologique peuvent y parvenir bien mieux que les investissements privés en quête de rentabilité. Pour l’heure, l’Europe évite de se confronter à cette réalité en espérant que des pays exportateurs comme la Namibie puissent devenir ses fournisseurs de fer vert et d’hydrogène. Ces pays tiers pourraient vraisemblablement le produire à moindre coût et disposent certes du foncier et de l’ensoleillement abondant nécessaire à la production massive d’électricité renouvelable requise. Mais les projets y sont également retardés, et on ne sait pas exactement quelle quantité de fer vert est réellement produite. L’un de ces projets d’hydrogène renouvelable prévus en Namibie envisage l’installation de panneaux solaires et d’éoliennes sur une superficie équivalente à la taille de Berlin. La difficulté à disposer d’une telle superficie à l’échelle européenne met en évidence les limites logistiques et néocoloniales de telles stratégies. En l’absence d’hydrogène renouvelable à l’horizon, certains sidérurgistes, comme ThyssenKrupp, prévoient d’alimenter leurs usines « prêtes pour l’hydrogène » au gaz naturel, tandis que d’autres, comme ArcelorMittal, ont suspendu leurs investissements dans la réduction directe du fer en Europe. Dans le même temps, la société chinoise HBIS a fourni à l’Italie des brames d’acier dont la teneur en carbone était inférieure de 50 % – une offre actuellement « presque impossible » à obtenir en Europe – grâce à l’utilisation de gaz de cokerie dans les usines de DRI. Mais s’appuyer sur le gaz naturel comme « combustible de transition » risque de rendre leur future décarbonation impossible, tant ces infrastructures sont coûteuses, et doivent donc d’abord être amorties. Même si l’hydrogène renouvelable devient disponible, il sera impossible de décarboniser l’ensemble de la production sidérurgique de l’UE. Le caractère d’urgence de ces investissements doit mettre un terme aux tergiversations politiques : soit les investissements sont guidés par la seule logique de rentabilité privée, soit ils suivent des priorités sociales et environnementales à

long terme. Dans le cas de la sidérurgie comme dans beaucoup d’autres, les objectifs d’une économie circulaire, d’auto-suffisance et d’une économie bas carbone s’opposent clairement à la rentabilité. Et si l’on vendait moins de SUV gourmands en ressources, pour les remplacer par des investissements dans les transports publics et les infrastructures ? Et si la construction de logements était plus efficace et nécessitait moins de ressources ? Pour créer une demande en acier vert, avons-nous vraiment besoin du programme de réarmement de l’UE pour soutenir les industries produisant des chars et des armes « zéro émission nette » ?

La socialisation comme solution

La contradiction inhérente entre la décarbonisation industrielle et la rentabilité ne peut être résolue par des milliards d’euros de subventions, des mesures commerciales ou même des nationalisations partielles pour sauver les emplois menacés. Pour bâtir un secteur sidérurgique solide, respectant les exigences sociales et environnementales, ces tensions structurelles doivent être résolues. Cela passe par le principe de la propriété socialisée. Si la simple nationalisation est une première étape, une propriété publique qui resterait dans le cadre du marché risque de poser problème. Une véritable socialisation, c’est-à-dire une propriété publique, mais aussi un contrôle collectif de la production, au-delà de gestionnaires nommés par l’Etat, permettrait de prendre en compte d’autres besoins que la seule rentabilité. Grâce à sa forte syndicalisation et aux liens étroits en les aciéries et les industries voisines, le secteur de l’acier constitue un bon point de départ pour étendre progressivement ce modèle. La contradiction inhérente entre la décarbonisation industrielle et la rentabilité ne peut être résolue par des milliards d’euros de subventions, des mesures commerciales ou même des nationalisations partielles pour sauver les emplois menacés. Une socialisation de l’acier, associée à une planification écologique, pourrait stabiliser la demande en acier vert dans des secteurs clés tels que le logement, les énergies renouvelables et les transports publics. Elle permettrait également de protéger les travailleurs contre les fermetures soudaines d’usines, en préservant l’emploi et en garantissant le bien-être social et économique grâce à une planification à long terme. Cette mesure pourrait s’accompagner d’une campagne ambitieuse visant à socialiser l’énergie et à réformer le marché européen de l’électricité. Dans sa forme actuelle, ce marché lie en effet les prix de l’électricité à ceux du gaz, ce qui prive l’Europe des avantages liés au coût parfois quasi-nul de l’électricité renouvelable. Alors que les guerres menées par les États-Unis et Israël risquent d’imposer une grave crise économique aux classes populaires du monde entier, une telle campagne démontrerait qu’une autre économie est possible. En reliant ces propositions de socialisation de l’industrie aux luttes populaires – pour le logement et les services publics, l’action climatique et la décarbonation –, la gauche européenne peut articuler une vision cohérente d’une économie socialisée. Un levier puissant pour ensuite conquérir le pouvoir nécessaire pour la mettre en œuvre.

Source: www.lvsl.fr; publié le 10/04/2026

TUNISIE

La baisse de l’inflation ne signifie pas une diminution des prix

Le ministre de l’Économie et de la Planification, Samir Abdelhafidh, a affirmé que l’objectif central des politiques économiques est de produire un impact concret sur le quotidien des citoyens, notamment à travers l’amélioration des services publics et la maîtrise du coût de la vie, malgré une amélioration de certains indicateurs. S’exprimant lors d’une séance de dialogue avec les membres du Conseil national des régions et des districts, il a précisé que la baisse du taux d’inflation à environ 5 % ne signifie pas une diminution des prix, mais plutôt un ralentissement de leur hausse par rapport aux années précédentes.

Volatilité des prix sur les marchés internationaux

Il a expliqué que l’augmentation touche principalement les produits alimentaires non subventionnés, fortement liés au panier du consommateur, en raison de facteurs externes comme la volatilité des prix sur les marchés internationaux, mais aussi de dysfonctionnements internes, notamment dans les circuits de distribution et les pratiques spéculatives. Face à cette situation, l’État intensifie ses efforts pour encadrer les prix, en renforçant le contrôle des circuits de distribution et en luttant contre la spéculation, tout en poursuivant des politiques visant à améliorer la croissance et le développement. Sur le plan régional, le ministre a insisté sur la nécessité d’un équilibre dans la répartition des ressources entre les différentes régions, malgré des moyens limités. Il a indiqué que les critères adoptés reposent à la fois sur l’indice de développement régional et sur le poids démographique. Dans ce cadre, les crédits alloués au programme de développement régional seront portés de 250 millions de dinars en 2025 à 300 millions en 2026, avec pour objectif d’améliorer les conditions de vie.

Simplifier les procédures administratives

Concernant l’investissement, il a souligné que le gouvernement œuvre à simplifier les procédures administratives et à lever les obstacles liés aux autorisations. Des avancées ont été enregistrées, notamment dans le traitement de certaines difficultés rencontrées par les investisseurs privés. Enfin, il a évoqué une orientation visant à regrouper les structures administratives similaires afin de réduire la fragmentation institutionnelle et d’améliorer l’efficacité, précisant que plusieurs scénarios sont à l’étude, avec un objectif clair : privilégier la performance et l’efficacité dans la gouvernance de l’investissement.

R.E.

HYDROCARBURES

Après l’offshore, la Libye sollicite Chevron pour l’exploration

Sur le long terme, la Libye cherche à consolider sa production d’hydrocarbures, particulièrement de pétrole brut dont elle héberge les plus importantes réserves du continent. En Libye, la National Oil Corporation (NOC) et le groupe américain Chevron ont signé un mémorandum d’entente qui servira de base pour mener une étude conjointe sur le potentiel des ressources non conventionnelles du pays. L’information a été annoncée par la compagnie pétrolière publique mardi 28 avril.

Synthèse Rédaction Internationale

L’étude couvrira trois bassins sédimentaires à savoir celui de Syrte, de Murzuq et de Ghadamès. Des équipes techniques des deux parties y analyseront les données géo-sismiques disponibles pour évaluer les perspectives de développement, a précisé la NOC. Ce développement marque la première étude de ce type jamais menée sur des ressources non conventionnelles en Libye. « Cet [protocole d’, Ndlr] accord est une étape exceptionnelle qui ouvrira la voie à d’autres mémorandums et accords similaires », a déclaré à Libya Herald, Masoud Suleiman, président de la NOC, lors de la signature. Les estimations préliminaires communiquées par la NOC font état d’un potentiel en hydrocarbures de 123 000 milliards de pieds cubes de gaz et environ 18 milliards de barils de pétrole dans ces bassins. À titre de comparaison, les réserves conventionnelles libyennes sont évaluées à 48 milliards de barils, les plus importantes d’Afrique, selon les données d’Energy Intelligence.

Le prolongement d’un accord récent

Ce mémorandum prolonge un précédent accord signé fin mars entre les mêmes acteurs, portant sur l’évaluation du bloc offshore NC146. Il marque surtout le retour progressif de Chevron sur le terrain libyen, que le major américain avait quitté en 2010, à la veille de la chute de Mouammar Kadhafi. Ce retour s’inscrit dans un mouvement plus large avec plusieurs multinationales, dont Shell, BP et ExxonMobil, qui ont signé des accords similaires avec la NOC en 2025, comme le rapporte S&P Global. En janvier de la même année, la compagnie nationale avait lancé son premier appel d’offres d’exploration en 17 ans, portant sur 22 blocs onshores et offshore. Une démarche qui a suscité l’intérêt de plus de 37 entreprises préqualifiées, d’après le cabinet Risk Advisory.

Une production à 1,6 million b/j en ligne de mire

Comme rapporté au début du mois par Agence Ecofin, la NOC a annoncé que la production pétrolière de la Libye a atteint environ 1,43 million de barils par jour (b/j), soit le plateau le plus élevé enregistré depuis plus d’une décennie. Une avancée qui intervient alors que l’État vise 1,6 mil-

lion de barils par jour d’ici fin 2026. Dans une interview accordée à CNBC Arabia en octobre 2025, Khalifa Abdelsadek, ministre du Pétrole et du Gaz du gouvernement d’unité nationale, a indiqué qu’un programme d’investissement compris entre 3 et 4 milliards de dollars a été prévu pour atteindre cet objectif. Cette enveloppe sera consacrée à la remise à niveau des infrastructures et au développement des capacités de production. Parallèlement, les revenus pétroliers du pays ont atteint 21,9 milliards de dollars en 2025, en progression de 18 % par rapport aux 18,6 milliards engrangés en 2024, selon les données, selon les données de la Banque centrale libyenne. Cette dynamique reste néanmoins suspendue à un contexte politique fragile. Le pays est toujours divisé entre deux gouvernements rivaux, l’un à Tripoli, l’autre dans l’est, où se concentre la majorité des champs pétroliers contrôlés par les forces du général Khalifa Haftar. En septembre 2024, une fermeture ordonnée par le camp oriental avait fait chuter la production à 580 000 barils par jour, a rappelé S&P Global. Un précédent qui illustre les risques persistants pour les majors internationales engagées dans le pays.

ÉGYPTE

Un nouveau projet d’ammoniac vert de 5 milliards USD en discussion

L’Égypte continue d’attirer des projets d’hydrogène et d’ammoniac verts portés par des industriels internationaux, même si plusieurs de ces initiatives restent au stade préparatoire et ne bénéficient pas encore d’engagements financiers fermes. Le vendredi 24 avril, l’entreprise Hynfra a annoncé avoir présenté au ministre égyptien de l’Industrie un projet de production d’ammoniac vert à Ras Banas, dans le sud-est du pays. Baptisée Egypt Amun Green Ammonia, cette initiative est actuellement en phase de développement et bénéficie d’un soutien politique, selon le communiqué publié. « Le site a été choisi pour son ensoleillement exceptionnel et ses vents forts et constants provenant de la mer Rouge, auxquels le projet aura un accès direct. Une capacité totale de 2 000 MW d’énergie re-

nouvelable sera installée sur un site de 100 km² », a souligné l’annonce d’Hynfra. L’installation combinant solaire et éolien est destinée à alimenter une unité de production hors réseau. La production initiale est estimée à 400 000 tonnes par an à partir de 2031, avec un potentiel d’extension à un million de tonnes.

Un financement à structurer

L’investissement est évalué à 5 milliards USD dans une première phase, pouvant atteindre 10 milliards USD à pleine capacité. Aucun détail n’est fourni à ce stade sur l’origine probable du financement, les acheteurs potentiels ou le calendrier précis de mise en œuvre. Selon les promoteurs du projet, les discussions ont porté sur les hypothèses d’investissement et l’alignement avec la stratégie de transition éner-

gétique de l’Égypte. Cette annonce s’inscrit dans une série de projets similaires en cours d’étude dans le pays. Début avril, Abu Qir Fertilizers, Alexfert, Orascom Construction et UEG ont signé un protocole d’accord pour développer un hub d’hydrogène vert à Alexandrie. Ce projet prévoit des études de faisabilité pour une capacité de 500 MW, destinée à produire environ 480 tonnes d’ammoniac vert par jour, sans aucune précision sur l’investissement ni le calendrier. Selon les autorités égyptiennes, le pays vise une production de 10 millions de tonnes d’hydrogène vert à long terme et souhaite capter 8 % du marché mondial. Lors de la COP27, plus de 83 milliards USD de protocoles d’accord avaient été annoncés pour des projets similaires.

Agence

QATAR

Le groupe QNB couronné “Meilleure institution de prêt durable” au Moyen-Orient

Le groupe Qatar National Bank (QNB) a remporté le prix de la « Meilleure institution de prêt durable » dans le cadre des Middle East Transition Finance Awards 2026, organisés par Environmental Finance. Selon un communiqué publié aujourd’hui par le groupe financier, un jury indépendant composé d’experts en financement durable a désigné QNB lauréat de ce prix, saluant son rôle de pré-

curseur dans la promotion du financement durable ainsi que son engagement en faveur de la croissance économique à l’échelle régionale. Le communiqué précise que le portefeuille de financement durable du groupe QNB a atteint environ 11,34 milliards de dollars US à la fin de l’année dernière, enregistrant une hausse annuelle de 21 %. Cette progression s’explique par l’essor des prêts verts, sociaux et liés à la durabilité, ainsi que par une

participation accrue aux prêts syndiqués durables. Au cours de l’année, QNB a pris part à des opérations et des prêts liés à la durabilité pour un montant avoisinant 20 milliards de dollars américains. Les prêts verts ont atteint 4,1 milliards de dollars, les prêts sociaux 5,0 milliards de dollars, et les prêts liés à la durabilité 1,4 milliard de dollars, reflétant l’alignement constant des activités de financement sur les objectifs de durabilité. Le

communiqué souligne que cette distinction illustre les efforts continus du groupe pour intégrer les principes de durabilité dans l’ensemble de ses activités et de sa chaîne de valeur, marquant des avancées tangibles dans l’élargissement de son portefeuille de financement durable et dans l’accompagnement de la transition de ses clients dans les principaux secteurs économiques.

Agence

GAZ NATUREL

La consommation africaine a atteint 185 milliards m³ en 2025, en hausse de 4 %

Alors que près de 600 millions d’Africains n’ont pas encore accès à l’électricité et plus de 1 milliard utilisent des systèmes de cuisson rudimentaires, la progression de la consommation de gaz naturel sur le continent a été entre autres tirée par la demande résidentielle.

Rédaction Internationale

La consommation de gaz naturel en Afrique a augmenté de 4 % en 2025, selon un rapport publié le 31 mars par le Forum des pays exportateurs de gaz (Gas Exporting Countries Forum/GECF). Intitulé « Annual Gas Market Report 2026 », le document détaille que la consommation de ce combustible fossile sur le continent a atteint 185 milliards m3 durant l’année écoulée, contre 178 milliards m3 l’année précédente. La croissance de la consommation est restée fortement concentrée en Afrique du Nord, l’Algérie et l’Égypte continuant de dominer la demande continentale. En Afrique subsaharienne, des progrès ont été enregistrés au Nigeria et sur d’autres marchés émergents importateurs de GNL, où de nouvelles capacités de regazéification et des projets de production d’électricité à partir de gaz ont amélioré l’accès à l’énergie, malgré des goulots d’étranglement persistants au niveau des infrastructures.

Partout sur le continent, le secteur de l’électricité a été le principal moteur de la demande de gaz naturel, alimenté par des besoins en forte hausse, une population urbaine en pleine expansion, et des efforts régionaux concertés pour améliorer la fiabilité des réseaux électriques. Alors que les pays africains s’efforcent de combler le déficit persistant en matière d’accès à l’énergie, la production d’électricité à partir du gaz naturel a consolidé la position de ce dernier dans le mix énergétique continental. La demande industrielle a également soutenu la croissance, tirée par l’essor de secteurs à forte intensité énergétique tels que la pétrochimie et les engrais. En Afrique du Nord, la disponibilité du gaz naturel au niveau national a soutenu les pôles industriels en Algérie et en Égypte, essentiels pour stimuler les recettes d’exportation. De même, le Nigeria tire parti de ses réserves importantes pour accélérer l’industrialisation et la productivité agricole grâce à la production d’engrais. En 2026, la consommation de gaz naturel en

Afrique devrait se modérer pour atteindre 188 milliards de mètres cubes, soit une progression estimée à 1,62 % par rapport à 2025. Alors que le déploiement des énergies renouvelables s’accélère, le gaz naturel devrait conserver son double rôle de combustible de base fiable et de source d’équilibrage essentielle pour les réseaux électriques intermittents. A l’échelle mondiale, la consommation de gaz a augmenté de 1,2 % (55 milliards m3) en 2025 pour atteindre 4217 milliards m3. L’Amérique du Nord a conservé sa place de premier consommateur mondial avec 1169 milliards m3, tandis que la région Asie-Pacifique, qui a été le principal moteur de la hausse de la consommation mondiale ces dernières années, suivait avec 977 milliards m3, ce qui témoigne d’un ralentissement de sa dynamique. Viennent ensuite l’Eurasie avec 678 milliards de m3, le Moyen-Orient avec 591 milliards m3, l’Europe avec 461 milliards m3, l’Afrique avec 185 milliards m3, et l’Amérique latine & Caraïbes avec 155 milliards m3.

PÉTROLE

Au seuil de sa 1^{ère} production, l’Ouganda prépare un nouvel appel d’offres

Jusqu’ici, seulement deux cycles d’appels d’offres pour l’attribution de licences pétrolières ont été lancés en Ouganda, où d’importantes réserves d’hydrocarbures ont été découvertes dans la région du lac Albert. L’Ouganda ouvrira un nouveau cycle d’attributions de licences d’exploration pétrolière dès l’exercice fiscal 2026/2027, qui débute en juillet. L’information a été annoncée par Ruth Nankabirwa (photo), la ministre ougandaise de l’Énergie, lors d’une conférence sur le secteur pétrolier, tenue à Kampala le mardi 28 avril. Il s’agira du 3ème cycle d’appel d’offres dans l’histoire du pays, après le dernier en date lancé en 2019 et bouclé en 2023, qui a concerné 5 blocs. Il

proposera des sites dans l’Albertine Graben, zone déjà connue, ainsi que dans des bassins dits « frontière » encore peu explorés, notamment Moroto-Kadam et Kyoga, situés dans le nord et le nord-est du pays, a précisé la ministre. L’annonce intervient alors que les autorités visent le premier baril commercial ougandais, d’ici la fin du second semestre 2026. Les champs existants, Tilenga opéré par le français TotalEnergies, et Kingfisher opéré par le chinois CNOOC, sont développés en partenariat avec la compagnie pétrolière publique UNOC. Leur production sera acheminée via l’EACOP, un oléoduc chauffé de 1443 kilomètres reliant l’Ouganda au port

tanzanien de Tanga, oléoduc dont l’avancement des travaux atteignait 82 %, selon les données publiées par la Petroleum Authority of Uganda (PAU) début avril. Près de 12,3 milliards de dollars ont été investis dans les opérations à ce jour, a indiqué l’institution. Les réserves actuellement identifiées sont estimées à 6,5 milliards de barils, toutes localisées dans l’Albertine Graben, à la frontière avec la République démocratique du Congo (RDC), rapporte Reuters. Une fois les champs à pleine capacité, la production devrait atteindre 240 000 barils par jour, selon les projections du consortium EACOP. De son côté, la PAU anticipe une croissance du PIB de 10,4 % dès la première année

de production. En ouvrant un nouveau cycle d’exploration avant même d’avoir exporté son premier baril, Kampala entend consolider et élargir sa base de réserves pétrolières sur le long terme, au-delà des gisements déjà en développement. Par ailleurs, l’exploitation attendue du brut ougandais s’intègre dans une dynamique énergétique régionale. Le 23 avril dernier, lors de l’« Africa We Build Summit » à Nairobi, le milliardaire nigérian Aliko Dangote a annoncé son intention de construire une raffinerie de 650 000 barils par jour à Tanga, en Tanzanie, au terminus même de l’EACOP.

Agence

CAMEROUN

Sosucam accroît sa capacité sucrière avec une unité moderne à 4,5 millions USD

Au Cameroun, la filière sucrière emploie des milliers de personnes, notamment dans les plantations et les usines de la SOSUCAM. L’entreprise poursuit sa croissance avec la mise en activité d’une nouvelle unité. La Société sucrière du Cameroun (Sosucam) a investi 2,5 milliards de FCFA (environ 4,5 millions USD) dans une nouvelle unité de production de sucre en morceaux sur son site de Nkoteng, une commune située dans la région du Centre, selon les informations recueillies par Investir au Cameroun. Financé sur fonds propres, le projet a été engagé il y a plus de deux ans. La nouvelle installation est désormais entrée en service, confirme un haut cadre de la filiale du groupe Castel. Dotée d’une capacité de production de 100 tonnes par jour, cette unité doit permettre à l’entreprise de renforcer son offre sur le segment du sucre transformé. Elle remplace l’ancienne installation de Mbandjock, devenue moins adaptée aux exigences techniques ac-

tuelles. À travers cet investissement, Sosucam cherche à améliorer la qualité de sa production et à moderniser ses procédés industriels. Selon des sources internes, l’entreprise entend également consolider sa position sur le marché national, dans un contexte marqué par l’évolution de la demande et la montée de la concurrence sur certains segments. Cette nouvelle capacité pourrait ainsi permettre au producteur de mieux répondre à la demande des ménages et des industriels, tout en renforçant sa présence sur le marché local.

Une filière en recomposition

L’investissement réalisé à Nkoteng intervient dans une perspective de recomposition du marché camerounais du sucre. Plusieurs opérateurs cherchent en effet à accroître leurs capacités de production sur un marché structurellement déficitaire. C’est notamment le cas de Wega Food. Basé

dans la zone industrielle de Douala, l’industriel prévoit de porter sa capacité de production à 700 tonnes par jour grâce à une extension en cours de finalisation. Cette dynamique traduit la volonté des opérateurs présents sur le marché de renforcer l’offre nationale. Lors du lancement de la campagne 2025/2026, Sosucam décrivait déjà un environnement international défavorable, marqué selon elle par les politiques de soutien mises en œuvre par de grands producteurs comme le Brésil et l’Inde. Selon l’entreprise, ces subventions contribueraient à maintenir les prix mondiaux à des niveaux artificiellement bas, alimentant au Cameroun les demandes des importateurs en faveur d’une plus grande ouverture du marché. Dans ce contexte, Sosucam plaide pour une continuité réglementaire afin d’éviter ce qu’elle présente comme une dérégulation préjudiciable à la production locale.

Agence

CAMEROUN

La SNH attribue cinq blocs d’exploration à Murphy Oil et Octavia Energy

La Société nationale des hydrocarbures relance l’exploration pétrolière en attribuant cinq blocs à Murphy Oil et à Octavia Energy. Une étape clé pour diversifier le portefeuille du Cameroun et ralentir le déclin des champs matures. La Société nationale des hydrocarbures (SNH) engage une nouvelle étape dans la relance de l’exploration pétrolière. À l’issue du licensing round lancé en août 2025, cinq des neuf blocs proposés ont été attribués à Murphy Oil Corporation et Octavia Energy Corporation, en vue de la négociation de contrats de partage de production.

La SNH a rendu publics, le vendredi 24 avril, les résultats de l’appel à manifestation d’intérêt lancé le 1er août 2025 pour l’attribution de blocs libres du domaine pétrolier et gazier camerounais.

Selon le communiqué signé par l’administrateur-directeur général de la SNH, Adolphe Moudiki (photo), cinq blocs ont été retenus sur les neuf proposés. La société américaine Murphy Oil Corporation, par l’intermédiaire de sa filiale Murphy West Africa Ltd, obtient quatre blocs situés dans le bassin Douala/Kribi-Campo : Etinde Exploration, Tilapia, Elombo et Ntem. Octavia Energy Corporation se voit, pour sa part, confier le bloc Bolongo Exploration, dans le bassin du Rio del Rey. Ces attributions ne marquent pas encore le démarrage de la production. Elles ouvrent plutôt une phase de négociation avec les opérateurs retenus, en vue de la conclusion de contrats de partage de production (CPP). Ces contrats encadreront les travaux d’exploration, d’appréciation puis, en cas de découverte commercialement exploitable, de développement et d’exploitation des gisements. Cinq blocs attribués sur neuf proposés Le licensing round portait initialement sur neuf blocs répartis entre deux bassins sédimentaires. Dans le bassin du Rio del Rey, trois blocs étaient proposés : Ndlan River, Bolongo Exploration et Bakassi. Dans le bassin Douala/Kribi-Campo, six blocs étaient ouverts aux investisseurs : Etinde Exploration, Bomono, Nkombe-Nsepe, Tilapia, Ntem et Elombo.

Agence

POINT-MARCHÉS

L'Europe clôt dans le vert une séance fébrile, le cours du pétrole reculent

Les Bourses européennes ont terminé dans le vert jeudi, se remettant de leurs pertes initiales grâce à l'accalmie de la course folle des prix du pétrole, au cours d'une séance volatile marquée également par une pluie de résultats d'entreprises et par les décisions de la Banque d'Angleterre (BoE) et de la Banque centrale européenne (BCE). À Paris, le CAC 40 a gagné 0,53% à 8.114,84 points. A Francfort, le Dax a avancé de 1,33% et à Londres, le FTSE 100 a pris 1,62%. L'indice EuroStoxx 50 a fini sur un gain de 1,03%, le FTSEurofirst 300 de 1,40% et le Stoxx 600 de 1,30%.

Au cours du mois, le CAC 40 a progressé de 3,8% et le Stoxx de 4,74%, un net rebond après les fortes baisses enregistrées en mars, ce qui témoigne du regain d'optimisme suscité par la trêve au Moyen-Orient au cours de ce deuxième mois de conflit, même si les négociations pour une paix durable entre Washington et Téhéran semblent de plus en plus dans l'impasse à ce stade. Le mois s'achève sur une séance marquée par de fortes fluctuations, les cours du pétrole reculant après avoir atteint leur plus haut niveau en quatre ans dans la matinée. Ce retournement a soutenu les marchés d'actions, qui avaient ouvert dans le rouge. Selon des informations publiée par Axios, le président américain Donald Trump devrait examiner jeudi des projets de nouvelles frappes contre l'Iran, un projet qui pourrait compromettre les espoirs d'une réouverture du détroit d'Ormuz, qui reste fermé à la navigation et entraîne une volatilité accrue sur les marchés de l'énergie depuis le début du conflit, fin février. Le Brent a grimpé à 126 dollars le baril en début de séance en réaction à cette information, avant de reculer en milieu de journée, pour évoluer en baisse de 3,34% à 114,09 dollars à la clôture des Bourses européennes. Le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) recule quant à lui de 2,64% à 104,06 dollars. Dans ce contexte de grande nervosité, tant la BoE que la BCE, à l'instar de la Réserve fédérale (Fed) mercredi, ont laissé inchangés leurs taux d'intérêt respectifs, un mouvement qui était largement prévu par le marché. L'institut de Francfort a toutefois fait part de ses inquiétudes croissantes face à la résurgence de l'inflation, et sa présidente, Christine Lagarde, a expliqué qu'une éventuelle hausse des taux avait été longuement discutée par les responsables de son comité de politique monétaire. Selon deux sources, la BCE devrait relever les taux d'intérêt au moins deux fois, à compter de la prochaine réunion en juin, à moins qu'une issue favorable au conflit en Iran ne ramène rapidement les prix de l'énergie à leurs niveaux d'avant-guerre. "Au final et malgré toutes les précautions d'usage consubstantielles au langage des banquiers centraux (pas d'effet de second tour observé, pas de réelle stagflation...), les risques sur l'inflation et la croissance sont

bien réels", souligne dans une note Alexandre Perricard, président d'Uzès Gestion.

Valeurs

La séance de jeudi a également été riche en résultats d'entreprises, notamment ceux des banques françaises. À Paris, BNP Paribas a quelque peu réduit ses pertes pour finir en baisse de 1,41%, sa division de banque d'investissement n'étant pas parvenue à profiter des turbulences engendrées par la guerre en Iran. Crédit Agricole et Société Générale ont reculé aussi nettement - de 3,6% et 3,5% respectivement - après la publication de leurs comptes trimestriels. Le constructeur automobile Stellantis a chuté de 6,4%, alors que le groupe a renoué avec un bénéfice net au premier trimestre. Ailleurs en Europe, Universal Music Group a plongé de 8% après avoir annoncé une baisse de son chiffre d'affaires au premier trimestre due à la dépréciation du dollar et avoir déclaré son intention de céder la moitié de sa participation dans Spotify.

A Wall Street

A l'heure de la clôture en Europe, le Dow Jones prend 1,50%, le Standard & Poor's 500 0,50% et le Nasdaq Composite 0,16%, les résultats d'entreprises portant le moral malgré les craintes concernant la situation au Moyen-Orient. Alphabet, la société mère de Google, progresse de plus de 7% dans après un trimestre record pour sa division "cloud", tandis Meta, qui a revu à la hausse sa prévision de dépenses d'investissement pour 2026, est pénalisé et plonge de plus de 9%.

Les indicateurs du jour

La séance a été riche en données macroéconomiques, qui laissent entrevoir un scénario de remontée de l'inflation et de ralentissement de la croissance. En France, l'inflation harmonisée selon les normes européennes (IPCH) a accéléré à 2,5% sur un an en avril, plus que prévu, tandis que l'activité économique a marqué le pas au premier trimestre avec un produit intérieur brut (PIB) stable sur la période. Le constat est similaire dans l'ensemble de la zone euro : les prix dans les 21 pays qui partagent l'euro se sont accélérés plus qu'attendu en avril, en raison de la flambée des

coûts de l'énergie, et la croissance du PIB a décéléré au premier trimestre, contrairement aux attentes. Aux Etats-Unis, les données publiées jeudi montrent que la croissance économique s'est accélérée au premier trimestre, une tendance probablement temporaire, tandis que l'inflation PCE, très surveillée par la banque centrale, a progressé en mars avec la hausse des prix de l'essence.

Changes

La volatilité n'a pas épargné non plus le marché des devises, secoué surtout par les nouvelles en provenance du Japon qui, selon deux sources, est intervenu pour soutenir le yen, ce qui constitue sa première mesure officielle de ce type depuis près de deux ans. En réaction, la monnaie nippone s'est envolé face au dollar, le billet vert chutant à un moment de près de 3%, à 155,5 yens. Face à un panier de devises de référence, la devise américaine perd 0,77% au moment

de la clôture des Bourses européennes. L'euro gagne 0,4% à 1,1724 dollar, tandis que la livre sterling avance de 0,73%.

Taux

Les rendements obligataires ont fortement baissé jeudi, offrant un répit aux actions, à la suite des décisions des banques centrales et d'une accalmie des prix du pétrole. Le rendement du Bund allemand à dix ans a perdu 6,5 points de base à 3,0306%, tandis que celui de l'obligation à deux ans a reculé de 8,3 points de base à 2,6328%. Aux Royaume-Uni, le rendement du Gilt à 10 ans a abandonné 6,3 points de base à 5,014% et celui du titre à deux ans a fini en baisse de plus de 12 pdb à 4,457%. Aux Etats-Unis, le rendement des Treasuries à dix ans perd 2,2 points de base à 4,3937% et le deux ans 3,8 à 3,8936%.

R I/Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 30 Avril 2026 Valeur : 04 Mai 2026					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.5354	132.5504
1	EUR	EURO		154.7483	154.7791
1	GBP	POUND STERLING		178.8602	178.9529
100	JPY	JAPANESE YEN		82.7984	82.8129
1	CNY	CHINESE YUAN		19.3941	19.3971
1	CHF	SWISS FRANC		167.9577	168.0406
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.9606	96.9928
1	DKK	DANISH KRONE		20.7437	20.7467
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.2569	14.2618
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.1866	14.1928
1	AED	UAE DIRHAM		36.0827	36.0888
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.3371	35.3430
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.9928	432.1826
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.1923	45.6465
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3308	14.3324
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.8235	20.9301
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3242	3.3346
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.5803	181.5803

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street en hausse, réserve un bon accueil aux résultats d'entreprises

La Bourse de New York progresse vendredi, continuant de capitaliser sur le bon accueil réservé à la majorité des résultats d'entreprises, après un mois d'avril record pour la place américaine. Vers 13H55 GMT, le Dow Jones prenait 0,30%, l'indice Nasdaq à forte coloration technologique gagnait 0,81% et l'indice élargi S&P 500 avançait de 0,59%. Pour Patrick O'Hare, de Briefing.com, le marché "surfe sur la tendance impressionnante des résultats". "Parmi les entreprises du S&P 500 qui ont publié leurs résultats jusqu'à présent, plus de 80% ont dépassé les attentes en matière de bénéfices et de chiffre d'affaires", rapporte David Morrison, de Trade Nation. Dernier en date des géants de

la tech à avoir partagé ses performances, Apple a dévoilé un solide deuxième trimestre pour son exercice décalé, grâce notamment à la bonne tenue des ventes d'iPhone. Le bénéfice net ressort en hausse de 19% sur un an à 29,6 milliards de dollars. Rapporté par action il s'établit à 2,01 dollars, contre 1,95 attendu par le consensus établi par FactSet. Le titre grimpait de 4,60% à 483,42 dollars, soit plus de 150 milliards de dollars de capitalisation boursière supplémentaire. La veille, Alphabet, la maison mère de Google, avait bondi de près de 10%, enthousiasmant le marché avec un retour sur investissement tangible de ses dépenses dans l'intelligence artificielle notamment. Cette dynamique ne se limite pas

aux valeurs technologiques. Le géant américain des cosmétiques Estée Lauder (+6,63% à 81,81 dollars) est ainsi recherché après avoir publié un bénéfice net par action largement au-dessus des attentes lors du troisième trimestre de son exercice décalé. Ces bons résultats l'ont conduit à relever ses prévisions pour l'exercice fiscal complet. L'entreprise compte aussi accélérer son plan de restructuration, qui vise désormais entre 9.000 et 10.000 suppressions de postes. Selon Patrick O'Hare, "il convient de rappeler que c'est cette tendance — celle des résultats — qui a permis au marché boursier de se redresser ainsi, malgré la hausse des prix du pétrole et l'incertitude liée à la guerre en Iran". En avril, les principaux indices de la place améri-

caine ont ainsi affiché une progression quasiment sans accroc, multipliant les records. Le Nasdaq et le S&P 500 ont ainsi réalisé leur meilleur mois depuis 2020 et la pandémie de Covid-19, avec un rendement respectif de 15% et 10%. La guerre au Moyen-Orient "n'a jusqu'à présent pas du tout ébranlé les prévisions de bénéfices" des entreprises, ce qui fait dire à Patrick O'Hare que "les acteurs du marché n'ont pas trouvé de raison de s'inquiéter" du conflit. Le calcul a été un peu différent du côté du marché obligataire. La hausse des prix de l'énergie a déjà accéléré l'inflation (à 3% dans la zone euro en avril, à 3,5% en mars aux Etats-Unis selon l'indice PCE) et les investisseurs demandent en conséquence des rendements plus

élevés pour l'argent prêté aux Etats. Vers 13H55 GMT, le rendement à dix ans des emprunts de l'Etat américain se tendait à 4,40%, contre 4,37% la veille et 3,94% fin février. Ailleurs à la cote, le réseau social Reddit (+7,67% à 158,21 dollars) était félicité pour ses performances trimestrielles, meilleures qu'escompté. Sur les trois premiers mois de l'année, l'entreprise a réussi à rassembler plus de 126 millions d'utilisateurs actifs chaque jour. Le laboratoire pharmaceutique Moderna (-3,13% à 44,50 dollars) était sanctionné malgré une perte nette par action moindre qu'anticipé et un maintien de ses prévisions annuelles - elle anticipe une hausse de son chiffre d'affaires allant jusqu'à 10% -. Agence

ÉTATS-UNIS

L'inflation bondit sous l'effet de la guerre au Moyen-Orient

Le gouvernement de Donald Trump assure que les perturbations économiques sont temporaires pour les Américains.

R I/Agence

L'inflation s'est fortement accélérée en mars aux États-Unis, à 3,5 % sur un an contre 2,8 % le mois précédent. Les États-Unis ont par ailleurs démarré l'année avec une croissance de 2 % en rythme annuel au premier trimestre, en deçà des attentes des marchés. L'inflation s'est fortement accélérée en mars aux États-Unis. Elle s'est établie à 3,5 % sur un an contre 2,8 % le mois précédent, sous l'effet de la flambée des prix des carburants consécutive à la guerre au Moyen-Orient, a annoncé ce jeudi le service statistique BEA. Cette évolution était attendue par les marchés

et la banque centrale des États-Unis. Celle-ci vise une inflation limitée à 2 %, ce qui n'est pas arrivé depuis cinq ans. La situation n'est pas près de s'améliorer : les prix à la pompe viennent de dépasser la barre symbolique de 4,30 dollars le gallon (3,78 litres) en moyenne sur le sol national, selon les données de l'Association automobile américaine (AAA), qui font référence. L'essence n'est pas le seul poste de dépense en hausse pour les Américains. L'inflation s'est aussi accélérée en mars hors prix volatils de l'énergie et de l'alimentation, à 3,2 % (contre 3 % en février), rapporte aussi jeudi le BEA. La guerre au Moyen-Orient, déclenchée le 28 février par des frappes israélo-américaines sur

l'Iran, semble dans une impasse et les cours du pétrole atteignent un niveau plus vu depuis 2022. À quelques mois des élections de mi-mandat, l'administration Trump assure que les perturbations économiques sont temporaires pour les Américains. Le locataire de la Maison-Blanche avait fait de la reconquête du pouvoir d'achat une de ses priorités. Les États-Unis ont par ailleurs démarré l'année avec une croissance de 2 % en rythme annuel au premier trimestre, selon une première estimation officielle publiée ce jeudi, une cadence supérieure au trimestre précédent mais en deçà des attentes des marchés.

VENEZUELA

Premiers grands accords miniers avec des groupes occidentaux depuis la chute de Maduro

Le Venezuela a signé des accords sur les matières premières et des projets aurifères avec la société américaine Heeney Capital et l'entreprise suisse Mercuria, après la promulgation d'un nouveau code minier sous l'impulsion de Washington suivant la capture de Nicolas Maduro. La présidente par intérim Delcy Rodríguez, ex-vice-présidente

du président déchu en janvier Nicolas Maduro, a opéré des changements importants ouvrant les secteurs miniers et des hydrocarbures au privé, après des années de gestion étatique imposée par la doctrine de l'ancien président Hugo Chavez. Le pays, qui dispose des plus grandes réserves pétrolières du monde, compte aussi un sous-

sol riche en de nombreux minerais, notamment en or, diamants, bauxite, coltan et autres métaux rares. La Corporacion Venezolana de Minería (CVM) et Heeney Capital, une société de capital-investissement basée à New York, ont signé «un mémorandum d'entente en matière minière» en présence de responsables américains et vénézuéliens à

Caracas, comme l'ont montré des images diffusées par la chaîne publique VTV. Étaient présents à la cérémonie James Gilbert, directeur général des investissements chez Mercuria, une multinationale suisse de négociant de matières premières dont le siège est aux Îles Caïmans.

R I.

Agence

ROYAUME-UNI

Les prix des logements au défi des prévisions et progressent

Les prix des logements britanniques ont augmenté de manière inattendue en avril, alors que la confiance des consommateurs s'est affaiblie en raison de la montée des tensions géopolitiques, selon un rapport de Nationwide Building Society. Les prix des logements

ont augmenté de 0,4 % en avril par rapport au mois précédent, inversant les prévisions d'une baisse.

Sur un an, les prix ont augmenté de 3,0 %

Cela intervient malgré les prévi-

sions des économistes interrogés par Reuters, qui anticipaient une baisse mensuelle de 0,3 % et une croissance annuelle de 2,2 %. La hausse des taux hypothécaires pèse sur la demande. Les taux hypothécaires au Royaume-Uni ont augmenté depuis le début du conflit avec

l'Iran fin février. Cela a accru la pression sur les futurs acheteurs. Le sentiment des consommateurs s'est également détérioré, tombant à son niveau le plus bas depuis 2023. Les évaluateurs ont signalé une demande d'acheteurs plus faible en mars, indiquant un ralentisse-

ment de l'activité du marché immobilier. Des données distinctes publiées plus tôt cette semaine ont renforcé les perspectives négatives. Le moral global des consommateurs a chuté fortement le mois dernier, atteignant son plus bas niveau depuis la mi-2023.

Agence

L'ÉCONOMIE STAGNE

Le Portugal se dirige vers un déficit cette année

La vigueur du marché du travail empêche la stagflation – gouverneur de la banque centrale. La Banque du Portugal tempère les prévisions de croissance du gouvernement. En l'espace de trois mois, les perspectives économiques du Portugal sont devenues « beaucoup plus pessimistes ». « La Banque du Portugal a révélé que l'économie ne devrait croître que de 1.6 % cette année, bien loin des 2.3 % prévus en mars. Ce chiffre est également nettement inférieur à l'estimation du gouvernement, qui s'élevait à 2.4 % et avait été transmise à Bruxelles », indique CM. La banque centrale ne donne aucune raison immédiate à cette « contraction de l'activité », mais il pourrait s'agir de la combinaison de bouleversements politiques – heureusement désormais « réglés » après les élections du 18 mai – et de l'incertitude économique mondiale

provoquée par l'arrivée à la Maison-Blanche du président Trump et ses décrets présidentiels à rebondissement. Comme le souligne la Banque, « le résultat pourrait être encore pire que prévu actuellement si les tensions commerciales augmentent, si l'incertitude économique persiste et en cas de difficultés dans l'exécution des fonds de l'UE ». M. Centeno – espérant ostensiblement voir son mandat à la banque centrale prolongé pour un second mandat – a également mis en garde contre le retour à un déficit cette année (ce qui Le gouvernement a insisté sur le fait que cela n'arriverait absolument pas...), ce risque augmentant l'année prochaine, avec un risque correspondant de non-respect des règles budgétaires européennes. En d'autres termes, l'ancien ministre socialiste des Finances, nommé régulateur

de la banque centrale par le dernier gouvernement socialiste, a essentiellement déclaré que tout ce que le gouvernement avait affirmé ne pas se produire (pendant la campagne électorale) est, du point de vue de son institution, hautement probable. Interrogé sur le point de savoir si ces annonces l'inquiétaient, le Premier ministre Luís Montenegro a répondu : « Non. Ce qui me préoccupe, c'est de veiller chaque jour sur chaque citoyen portugais et d'améliorer sa qualité de vie. » Mais André Ventura, le chef du CHEGA, ne prend pas ce nouveau revers à la légère. Selon lui, Mário Centeno a retardé la publication de ces prévisions économiques pessimistes afin de favoriser le gouvernement lors des élections du mois dernier. « Nous avons mené la campagne, élaboré les propositions et animé les débats sur la base d'un modèle de croissance et

de prévisions économiques illusoire. Si ce n'est pas là une béquille pour le système, alors je ne sais pas ce que c'est. La Banque du Portugal doit être une institution indépendante, les institutions financières doivent être indépendantes », a-t-il déclaré aux journalistes, laissant entendre que la banque centrale du pays avait « rendu service au gouvernement » en « cachant la réalité (de la situation économique) au peuple portugais », et se rendait ainsi complice d'une « fraude ». Faisant allusion à une connivence institutionnalisée entre les partis PS Socialistes et PS Social, Ventura a déclaré que son parti convoquerait M. Centeno au Parlement pour « expliquer pourquoi les chiffres ont changé et ce qui s'est passé qui a conduit à un changement aussi radical dans ces chiffres ».

R I/agence

RESTANT PRUDENTE FACE À LA GUERRE EN IRAN

L'Espagne maintient sa prévision de croissance à 2,2%

Le gouvernement espagnol maintient sa prévision de croissance économique à 2,2% pour 2026, a déclaré mardi le ministre de l'Économie, Carlos Cuello, tout en avertissant que l'incertitude liée au conflit au Moyen-Orient pourrait peser sur ces perspectives. La prévision de PIB du gouvernement pourrait varier de 0,1 à 0,8 point de pourcentage selon l'évolution des prix du pétrole, d'après les projections du gouvernement et de la banque centrale, a déclaré Carlos Cuello. "Les messages sont contradictoires d'un jour à l'autre... la fourchette (de l'impact potentiel) s'élargit à mesure que le conflit se prolonge", a-t-il dit. "Ce contexte d'incertitude [...] explique notamment pourquoi, dans ces circonstances, nos prévisions de croissance restent inchangées par rapport à celles publiées en novembre", a ajouté Carlos Cuello lors d'une conférence de presse. L'économie espagnole, qui a progressé de 2,8% l'an dernier, figure parmi les plus dynamiques d'Europe, notamment grâce à des niveaux record de fréquentation touristique. Le ratio dette publique/PIB devrait s'établir à 99,3% à la fin de l'année, contre 100,7% l'an dernier et sous la précédente prévision officielle de 100,1%, a indiqué le ministre. Le gouvernement prévoit également que le déficit budgétaire, hors mesures exceptionnelles telles que les milliards d'euros d'aides versés aux zones touchées par des inondations en début d'année, recule à 1,6% du PIB cette année, contre 2% l'an dernier.

ELLES VONT VRAIMENT VOUS FAIRE GAGNER DU TEMPS

Photoshop et Lightroom gagnent de nouvelles fonctions

Pour répondre aux besoins en capacités de traitement IA avancé des start-ups, PME et organismes de recherche suédois, l'IA factory Mimer installé à Linköping va s'équiper d'ici fin 2026 d'un système XH3500 de Bull. Le contrat conclu, sur une durée de 5 ans, s'élève à 30 millions d'euros.



Le champion de la créativité numérique déploie une nouvelle série de fonctions dans ses logiciels phares, Photoshop et Lightroom, conçues pour accélérer un peu plus les manipulations les plus répétitives du quotidien. On n'arrête plus Adobe. Avec ces nouvelles fonctions pour Photoshop et Lightroom, l'éditeur s'attaque à une série de petites tâches chronophages qui finissent par grignoter du temps dans tous les flux de production. Recomposer une image, remettre de l'ordre dans un fichier PSD devenu illisible, retrouver un visuel perdu dans une photothèque ou offrir un rendu nostalgique en

un clic à une série de clichés, c'est sur ce terrain très concret que le californien progresse ce mois-ci.

Photoshop fait pivoter les objets et remet de l'ordre dans les fichiers

Côté Photoshop, la nouveauté la plus visible s'appelle Rotation de l'objet. Désormais accessible à tous, l'outil permet de faire pivoter ou d'incliner un élément 2D en lui donnant un effet de profondeur proche d'un rendu 3D, avec une prévisualisation directement sur la zone de travail avant export en pleine résolution. L'idée est de permettre de tester rapidement un nouvel an-

gle sans devoir reconstruire toute la scène. Adobe ajoute aussi une fonction discrète, mais probablement la plus utile au quotidien. Avec Layer Cleanup, Photoshop peut supprimer les calques vides et renommer automatiquement les autres en fonction de leur contenu. Sur des fichiers accumulant les retouches, les variantes et les allers-retours en équipe, ce n'est pas la fonction la plus spectaculaire, mais c'est sans doute l'une de celles qui peuvent faire gagner le plus de temps sur un projet collectif.

Lightroom accélère la recherche et le tri

L'appli préférée des photographes professionnels et des passionnés de la photo évolue dans la même logique. Adobe améliore la recherche de Lightroom, qui permet désormais de retrouver plus facilement des images à partir d'une description formulée en langage naturel. En parallèle, l'application reçoit de nouveaux presets inspirés du cinéma, pensés pour obtenir plus rapidement certains rendus visuels, notamment sur des tonalités plus chaudes ou plus nostalgiques. L'éditeur promet aussi des gains côté performances. Lightroom doit ainsi accélérer le tri assisté des images et rendre certains réglages nettement plus réactifs, avec des curseurs annoncés jusqu'à cinq fois plus rapides. Il n'y a pas que l'IA dans la vie...

Apple en rupture de stock : pourquoi le Mac mini et le Mac Studio sont devenus introuvables

Vous vouliez commander un Mac Mini ou un Mac Studio ? Il va falloir attendre, les ventes sont très bonnes, même trop bonnes. Si bien qu'Apple n'a plus de stock. Lors de l'annonce des résultats du deuxième trimestre fiscal 2026, le PDG d'Apple Tim Cook a déclaré que le Mac mini et le Mac Studio connaîtraient des ruptures de stock pendant encore plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

Une demande massive pour peu de stock

Apple a sous-estimé la demande pour le Mac mini et le Mac Studio. « Ces deux produits sont des plateformes exceptionnelles pour l'IA et



les outils agentiques, et la reconnaissance de cela par les clients se

produit plus rapidement que ce que nous avions prévu, nous avons

donc constaté une demande supérieure aux attentes. Nous pensons, pour l'avenir, que le Mac mini et le Mac Studio pourraient mettre plusieurs mois à atteindre l'équilibre entre l'offre et la demande » - Tim Cook. Les délais de livraison du Mac mini et du Mac Studio n'ont cessé d'augmenter au cours des derniers mois, et les temps d'attente pour certains modèles s'étendent sur plusieurs mois. Apple a complètement arrêté la vente du Mac Studio avec 512 Go de RAM. La marque à la pomme a également cessé d'accepter les commandes pour des modèles avec d'importantes quantités de RAM.

ELON MUSK INVOQUE TERMINATOR EN PLEIN PROCÈS CONTRE OPENAI “L'IA pourrait nous tuer tous”



Elon Musk a témoigné à l'occasion de son procès contre OpenAI et Sam Altman. Et il a évoqué de manière très légère un scénario apocalyptique. Cette semaine, c'est un procès aux enjeux gigantesques qui se tient devant une cour fédérale de Californie. Elon Musk y accuse Sam Altman d'avoir bafoué la nature initiale d'OpenAI, qui devait être une organisation à but non lucratif. L'homme le plus riche du monde a, comme à son habitude, offert des affirmations imposantes, comme lorsqu'il se considère comme le « sauveur de l'humanité ». Et il ne s'est pas arrêté là.

Elon Musk reste alerte sur les risques de l'intelligence artificielle

Elon Musk est revenu sur ses prédictions apocalyptiques sur l'IA ce jeudi 30 avril. Car, il faut se souvenir, au moment où ChatGPT devenait en quelques mois un outil incroyable promettant de changer le monde, Elon Musk faisait partie de ces gens qui alertaient sur les dangers existentiels de l'IA. Répondant à une question de son avocat, il a rappelé qu'il y avait, à son sens, un danger à laisser le développement de cette technologie à des entreprises ne pensant qu'au profit, ce qui pourrait nous mener au scénario de Terminator, qu'il a évoqué. « Dans le pire des cas, l'IA nous tuerait tous, j'imagine » a-t-il ainsi lancé.

Les craintes du milliardaire ne l'empêchent pas de développer sa propre firme IA

Une prophétie bien sombre dont on a l'habitude, et qui fait d'autant plus sourire qu'on sait qu'Elon Musk est lui-même en pointe dans le développement d'IA toujours plus puissantes. Ce qu'a rappelé la juge, à son avocat : « Je trouve ça ironique que votre client, malgré ces risques, soit en train de créer une entreprise dans exactement le même domaine » a-t-elle glissé. Car si les dangers sont évidents, pour le moment, les personnes se penchant sérieusement sur la question sont moins à trouver du côté d'Elon Musk et de xAI que du côté d'un Ilya Sutskever, qui travaille sur le superalignement (soit la capacité des hommes à contrôler les superintelligences). Elon Musk lui, dans le même temps, est beaucoup plus occupé à mettre l'IA en orbite.

Brèves

Scaleway hausse ses tarifs au 1er juin

Après OVHcloud, c'est au tour de celui que certains comme Nvidia considère comme un NCP d'annoncer une révision tarifaire, effective au 1er juin 2026. Le cloud provider français, filiale du groupe Iliad, invoque la flambée des coûts du matériel - notamment la RAM et la NAND flash, portés par la demande mondiale en ressources de calcul pour l'IA - pour

justifier ces ajustements. Si la majorité des instances cloud (GP1, PRO2, DEV1) enregistrent des hausses modérées d'environ 2 %, certaines offres Serverless et les zones externes subissent des augmentations allant jusqu'à 600 %. Scaleway se veut transparent en publiant un tableau comparatif détaillé des anciens et nouveaux prix sur son blog officiel. Les clients ont jusqu'au 31 mai pour anticiper l'impact sur leur facture.

Copilot franchit les 20 millions d'utilisateurs payants

Lors de la présentation des résultats financiers trimestriels, le CEO de Microsoft, Satya Nadella, a indiqué que les abonnés à Copilot ont dépassés la barre des 20 millions. Et, les requêtes Copilot par utilisateur ont progressé de près de 20 % d'un trimestre à l'autre,

atteignant un niveau d'utilisation hebdomadaire comparable à celui d'Outlook. Le nombre d'entreprises ayant souscrit plus de 50 000 abonnements a quadruplé, avec des clients comme Bayer, Johnson & Johnson ou Mercedes dépassant les 90 000. Accenture a signé le plus grand contrat à ce jour, pour plus de 740 000 abonnements. Le mode Agent, désormais activé par défaut dans Word, Excel et PowerPoint, est cité comme l'un des principaux moteurs de cette adoption.

APRÈS LE GPL, L'ÉTHANOL ET LE GNV

Une start-up américaine a réussi à faire fonctionner un moteur avec un combustible insolite

Ces dernières années, les moteurs thermiques n'ont jamais fonctionné avec autant de carburants. Gaz, éthanol, hydrogène et même essence de synthèse : les alternatives se sont multipliées sans réussir à supplanter les énergies fossiles conventionnelles. Une start-up américaine, en collaboration avec l'institut allemand Fraunhofer, vient ajouter encore une nouvelle solution : l'ammoniac. Si la technologie a le mérite de faire (sur le papier) disparaître les émissions de CO₂ émises par le moteur, de nombreux freins risquent de limiter ce dispositif au stade expérimental.



Entre la guerre au Moyen-Orient et le réchauffement climatique, le moment peut sembler opportun pour présenter une technologie permettant de faire fonctionner un moteur thermique sans pétrole conventionnel et sans rejeter d'émissions de CO₂. C'est ce que vient de faire l'Institut Fraunhofer de microtechnologie et de microsystèmes (IMM), en Allemagne, en collaboration avec la start-up américaine First Ammonia Motors (FAM). L'idée de faire fonctionner un moteur essence avec ce gaz n'est pas nouvelle, mais les deux entités viennent de résoudre l'une des contraintes qui ont longtemps freiné son développement. Nécessitant une température très élevée pour atteindre son point de combustion, l'ammoniac était jusqu'ici mélangé à du gazole ou du méthanol pour être utilisé dans des moteurs. Ce gaz, de formule chi-

mique NH₃, est constitué de trois atomes d'hydrogène pour un atome d'azote. Lorsque le moteur est lancé au démarreur, l'ammoniac non brûlé et rejeté à l'échappement est décomposé, puis son hydrogène est directement réinjecté, tel un additif. Plus facilement inflammable que l'ammoniac, il permet au moteur de démarrer. Une fois en route, le bloc n'émets plus que de l'azote et de la vapeur d'eau, une pollution moindre comparée au CO₂. Le V8 Chevrolet de 6,6 L des années 90, qui a servi de cobaye, fonctionne ensuite comme s'il s'abreuvait de sans-plomb. À une différence de taille : cette mécanique, pas franchement réputée pour sa sobriété, voit sa consommation doubler. La raison est simple : l'ammoniac possède une densité énergétique 50 % plus faible que l'essence, qu'il faut compenser par une plus grande quantité injectée. Pour conserver

une autonomie décente, le Chevrolet C10 servant aux essais embarque deux fois plus d'ammoniac que la capacité d'essence d'origine. L'entreprise se veut rassurante : le ravitaillement ne prend pas plus de temps qu'avec de l'essence, mais les pleins s'annoncent salés.

L'essence coûte trop cher ? L'ammoniac encore plus

La start-up prévoit de commercialiser son dispositif permettant de convertir un moteur essence classique à l'ammoniac. Si vous espérez convertir votre voiture, voyez plutôt du côté de l'éthanol. Outre un réseau de stations inexistant, aussi bien aux États-Unis qu'en Europe, l'ammoniac est complexe à produire, donc cher. Constitué d'azote et d'hydrogène, il nécessite la production en amont des

deux gaz avant mélange. S'il est possible de produire de l'hydrogène à partir d'eau via électrolyse et d'extraire de l'azote de l'air, le processus est énergivore en électricité, bien qu'il soit techniquement possible de produire de l'ammoniac vert. Cela n'empêche pas la FAM de voir de l'avenir dans son moteur, en comptant, avec une pointe de cynisme, sur la montée des prix de l'essence pour rendre l'ammoniac compétitif. Malgré tout, la surconsommation gargantuesque vient aussi remettre en cause l'intérêt économique de cette technologie, en plus d'un rendement de production probablement très faible. L'ammoniac ferait presque passer l'hydrogène pour une technologie bon marché, alors même que certains grands groupes, comme Stellantis, freinent leur recherche en la matière et que rares sont les constructeurs à encore y croire.

ABANDONNÉS PAR TOUS, Y COMPRIS LES CLIENTS

Les cabriolets vont-ils trouver un nouveau souffle grâce aux constructeurs chinois ?

Après avoir connu leur heure de gloire dans les années 1990-2000, les cabriolets ont disparu des gammes. Aujourd'hui, les découvrables accessibles se comptent sur les doigts de la main, encore plus lorsque l'on souhaite partir à quatre, et si possible avec un véhicule performant. Alors que, chez les constructeurs européens, l'avenir semble assez morose, le constructeur chinois Denza vient de présenter sa Z, un coupé ou cabriolet 2+2 électrique aux performances de supercar, mais à prix agressif. Ses lignes peuvent évoquer l'Italie, son nom le Japon, elle vient d'être présentée en Chine et sa carrosserie devrait surtout plaire en Europe. La Denza Z, tout juste présentée au salon de Pékin, est une auto à la fois mondiale et de niche. Comme la Z de chez Nissan, elle est au choix coupé sportif ou cabriolet. La comparaison s'arrête ici : la chinoise est 100 % électrique et ses lignes évoquent plus une Maserati MCPura sous certains angles.

Des cabriolets peu prisés en Chine

Le projet de Denza, la filiale premium de BYD derrière cette nouveauté, semble assez ambitieux : offrir une supercar, ou au moins les performances, pour quatre personnes, le tout cheveux au vent et pour un tarif défiant toute concurrence. Toutefois,



entre le positionnement en Chine et le manque de prestige de la marque en Europe, la carrière de la Z s'annonce complexe. Dans l'Empire du Milieu, encore plus que chez nous, les coupés et cabriolets n'ont pas la cote. Déjà rares chez les constructeurs du vieux continent, ils sont quasiment inexistantes chez les marques locales, même si c'est avec un coupé-cabriolet que BYD a fait ses débuts. La rationalisation des gammes pousse toujours plus les constructeurs à produire des modèles rentables, souvent synonymes

de volumes de ventes. Cette Z serait donc un vrai témoignage de l'engagement du groupe BYD à conquérir l'Europe, même sur des segments peu porteurs. La seule vraie opposante de cette Denza pourrait être la Tesla Roadster, mais rien n'y fait : malgré les annonces à répétition de la marque d'Elon Musk depuis des années, elle n'est toujours pas disponible. De plus, elle s'apparente davantage à un coupé malgré son appellation trompeuse. Même topo pour l'Audi Concept C, qui se contente en outre de deux

places et dont le passage à la série est encore en gestation. De son côté, la MG Cyberster se place un ton en dessous, avec également deux sièges en moins et deux fois moins de puissance.

Une ligne signée d'un ancien directeur du design Lamborghini

Bien qu'elle soit prévue en Europe, une zone avec encore des passionnés souhaitant posséder des sportives, la Z restera sans doute discrète dans nos contrées. Certains pourront le regretter parce que son design, développé sous l'impulsion de Wolfgang Egger, ancien directeur du design chez Audi et Lamborghini, n'a pas forcément à rougir face aux productions européennes. Ses lignes fluides sont élancées et plutôt élégantes, même si on y retrouve diverses influences. Le profil fait par exemple vite penser à la MCPura et sa sœur découvrable, la Cielo. Mais la Denza Z a fait quelques efforts pour avoir sa propre personnalité à l'avant et à l'arrière, avec des éléments aérodynamiques donnant de la sportivité à l'ensemble sans verser dans le radical. Ce rôle étant réservé à la Yangwang U9, l'hypercar du groupe BYD qui multiplie les records.

Bide en vue ? La Z ne manque pourtant pas d'arguments

L'autre point fort de cette Denza, c'est son groupe motopropulseur. Si la marque n'a pas communiqué l'ensemble des données techniques, on sait déjà que la puissance atteint 1 014 ch répartis sur les quatre roues. Comme la Z9 GT, elle promet des temps de recharge courts et une autonomie élevée grâce à sa batterie Blade 2.0. À condition d'avoir un chargeur suffisamment performant, cet accumulateur peut passer de 10 à 97 % en 9 minutes, avec une autonomie pouvant tutoyer les 1 000 km. Un chiffre à nuancer, car calculé avec la norme chinoise CLTC, plus optimiste que la WLTP.

Quel prix pour la Denza Z en Europe ?

Les performances annoncées, un 0 à 100 km/h bouclé en deux secondes, pourraient également faire fondre comme neige au soleil ce chiffre. Les premières estimations de prix en Chine pour cette Z sont comprises entre 50 000 et 60 000 €. Comme à chaque fois, la facture sera sûrement bien plus élevée en Europe, mais encore loin des prix pratiqués par Ferrari ou Porsche... Suffisant pour susciter l'intérêt ? Dans un premier temps, la température sera prise en juillet à Goodwood pour une présentation statique et dynamique de la Z lors du Festival of Speed.

Mots fléchés

Baliverne	↓	Département français	↓	Bramé	↓	Ancienne monnaie	↓	Sur-le-champ	↓	Vanté	↓	Grande route	↓
Fantassin	↓	Liquide organique	↓	Instrument autour du cou	↓	Vignoble	↓					Avant la CEI	↓
	↓		↓		↓		↓						↓
Canal du rein à la vessie	→							Un tamia de fiction		Aurochs	→		
Distendu	↓									Unités de longueur	↓		
	↓				Extrêmes	→							Fortiches
					Lieu de réconfort	↓							↓
Fenouil bâtard	→					Elle lui arrive d'être dure		Service rapide	→			Scandium	→
Elle jacasse	↓							Colère passée	↓			Prénom féminin arabe	↓
	↓			Flageolets	→								Enseigne
				Dépôt épais	↓								↓
Particule nobiliaire			S'enrouler	→						Largeur d'étoffe			
	↓									Voie ferrée	→		
			Habitante d'un état du Proche-Orient	→						Baie du Japon	↓		
			Tangible	↓									
Érode		Délit	→					Expérimente	→				
	↓	Normaliser	↓					Nerva	↓				
				Dieu nordique	→					Existe		A l'origine	
												Téra-seconde	→
Ouragans	→											Glorifie	↓
Guinche	↓									Adverbe de lieu	→		
										Couvrir de blancheur	↓		Un film de propagande nazie (le juif)
	↓												↓
				Aiguillonées	→								
Poisson			Agence spatiale européenne	→			Suranné	→					Trompée
	↓						Brumeux	↓					↓
				Fils de la Terre et du Ciel	→								
				Inaccoutumées	→								
				Stupide	↓								
Museau des suidés			Tarifier	→						Chapeau	→		
	↓		Inactive	↓						Home	↓		
					Habitant d'îles espagnoles	→							Capitale de la Ligurie
Déclarée	→												↓
Autorisation	↓					Magicienne		Bordure décorative	→				Pesa le contenant
	↓												↓
					Pris sur le fait	→				Greffon	→		
					Opposé à la force	↓				Subtil	↓		
Pastichée	→												
Monnaie bulgare	↓							Arbre	→		Écorce de chêne	→	
								Condition	↓		Dieu égyptien	↓	
				Aboutir	→							Note de musique	→
Songe	→					Lettre grecque	→			Cobras	→		

ACCIDENTS DE LA ROUTE

5 morts et 206 blessés ces dernières 24 heures

Cinq (5) personnes sont décédées et 206 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. Durant cette période, les éléments de la Protection civile ont effectué 149 interventions liées aux accidents de la route ayant fait 5 morts et 206 blessés à travers plusieurs wilayas, précise la même source.

MDN

Deux contrebandiers armés de nationalité étrangère neutralisés à Ain Guezzam

Deux (2) contrebandiers armés de nationalité étrangère ont été neutralisés, vendredi, lors d'une opération menée par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP) au niveau du secteur opérationnel d'In Guezzam (6e Région militaire), indique, samedi, le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. "Dans la dynamique des efforts soutenus déployés par les unités de l'ANP dans la lutte contre la criminalité organisée et la contrebande, notamment le long de notre bande frontalière, et grâce à l'exploitation optimale des renseignements, des détachements combinés de l'ANP ont neutralisé le 1er mai 2026, au niveau du secteur opérationnel d'In Guezzam en 6e Région militaire, deux (2) contrebandiers armés de nationalité étrangère et récupéré deux (2) pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, deux (2) chargeurs et une quantité de munitions", précise la même source. "Ces résultats opérationnels enregistrés dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et la contrebande, viennent confirmer, une nouvelle fois, la vigilance et la disponibilité des personnels de l'ANP à assurer la sécurisation de nos frontières nationales", ajoute le communiqué.

APS

MODERNISATION DU TRANSPORT MARITIME

Le programme d'action de l'Epal connaît une "importante dynamique"

Le programme d'action lancé par l'Entreprise portuaire d'Alger (Epal) afin d'améliorer la qualité des services, en accord avec la stratégie des pouvoirs publics visant à moderniser le secteur du transport maritime, connaît une "importante dynamique", a indiqué samedi le Directeur général de l'entreprise, Abdelhamid Boulaam. Dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie de recueillement à la mémoire des dockers algériens tombés en martyrs, le 2 mai 1962, dans l'attentat terroriste perpétré par l'Organisation de l'armée secrète (OAS), M. Boulaam a précisé que "le programme d'action ambitieux lancé par l'Epal depuis près d'un an et demi connaît une importante dynamique, en matière de rénovation des infrastructures et de dynamisation du fret". Dans ce cadre, les travaux d'aménagement des plateformes, des quais, du grand môle et de la zone sud du Port se poursuivront dans les prochaines années, parallèlement au renforcement de la numérisation des activités d'exploitation, depuis l'accostage du navire jusqu'à la livraison de la marchandise

au client, a-t-il ajouté. Il a, en outre, indiqué que l'inauguration des quais 18,19, 20 et 21, l'année dernière, après leur réhabilitation, avait permis d'augmenter la capacité de traitement au niveau du Port, de 1.600 navires en 2024 à plus de 2.000 en 2025, en attendant l'achèvement du quai 17, soulignant que les travaux de réaménagement des plateformes ont été réalisés selon des normes internationales. Grâce à ces réalisations, le traitement des conteneurs a "considérablement progressé", passant de 700.000 conteneurs traités en 2024 à un (1) million en 2025, a-t-il dit. Concernant les opérations d'accostage des navires transportant du bétail importé en prévision de l'Aïd El-Adha, le DG de l'Epal a précisé que "l'opération se poursuit en toute fluidité" depuis plus d'un mois et demi, au niveau du Port d'Alger, en coordination avec les services du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

APS

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 3 mai 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



IL A ACCORDÉ UNE ENTREVUE PÉRIODIQUE À LA PRESSE NATIONALE

Tebboune : « le retrait des Émirats de l'OPEP, un non-événement »

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a accordé une entrevue périodique aux représentants de la presse nationale, au cours de laquelle il a évoqué plusieurs sujets d'actualité nationale et internationale. Selon un extrait de l'entrevue diffusé par la Présidence de la République, M. Tebboune est revenu sur la visite du pape et s'est également exprimé sur la situation au Mali, le retrait des Émirats arabes unis de l'OPEP, les importations, ainsi que les élections législatives du 2 juillet prochain. Concernant la visite de Léon XIV, le Président Tebboune a estimé que le pape

a brisé un mythe entretenu par la France. « Sa Sainteté le Pape ne m'a pas livré de message spécial. Il a une connaissance totale et précise de ce qui se passe en Algérie. Il a mis fin au mythe de l'ancien colonisateur qui prétendait que c'est lui qui a créé l'Algérie. Il a dit publiquement que l'Algérie est ancrée dans l'histoire, jusqu'à Saint-Augustin et même avant Saint-Augustin », a-t-il déclaré. S'agissant du retrait des Émirats arabes unis de l'OPEP et de l'OPEP+, le chef de l'État a qualifié l'événement de « non-événement ». « Le pays arabe qui constitue le pilier fondamental de l'OPEP, c'est le Royaume d'Arabie saoudite frère,

point à la ligne », a-t-il affirmé. Au sujet des malversations économiques, Abdelmadjid Tebboune a déploré que l'Algérie se soit retrouvée avec une « issaba de la sous-facturation » après s'être débarrassée de la « issaba de la surfacturation ». Parmi les autres sujets évoqués figurent les élections législatives. « J'interdis formellement l'ingérence de l'administration dans la substance des élections », a-t-il assuré, invitant par ailleurs les femmes à investir la scène politique, « non pas parce qu'elles sont des femmes, mais parce qu'elles ont des idées ».

Synthèse R E.

DÉRAPAGE D'UN BUS TOURISTIQUE ALGÉRIEN EN TUNISIE

Évacuation des blessés vers l'Algérie

Le ministère de la Santé a annoncé, vendredi soir, l'évacuation des blessés suite au dérapage d'un bus touristique algérien dans la région de "Medjez el-Bab" (Tunisie), et ce, depuis l'hôpital régional de Béja vers le territoire national. Il a été procédé à "l'évacuation des blessés algériens victimes de l'accident de dérapage d'un bus touristique survenu à Medjez el-Bab (Tunisie), à partir de l'hôpital régional de Béja vers le territoire national, afin de poursuivre leur prise en charge au niveau des établissements de santé algériens", indique un communiqué du ministère.

L'opération s'est déroulée "en coordination étroite entre les autorités algériennes et leurs homologues tunisiennes. Des moyens de secours équipés, renforcés par des équipes médicales et paramédicales, ont été mobilisés pour garantir le transport des blessés dans les meilleures conditions sanitaires", ajoute le texte. Des

équipes médicales spécialisées ont supervisé l'accompagnement des blessés durant l'opération d'évacuation, tout en assurant un suivi médical continu et en prenant toutes les mesures nécessaires pour préserver leur sécurité jusqu'à leur arrivée en Algérie.

المعرض الدولي للأغذية والصناعات الغذائية في إفريقيا

SIPSA Afrika
Food Export

صناعة الأغذية الزراعية الكل في واحد
التطوير، التوزيع، التجميع، التصنيع، التغليف

2026 < 21 ماي

فقرص المعارض التطوير البحري، سغاكس، الجزائر

فرص الاستثمار في

SIPSA AFRIKA FOOD 2026

في سوق يشهد نمواً متسارعاً

Ycevital
في خدمة الاقتصاد الوطني

احجزوا جناحكم

3,8%
مساهمة في الناتج
الداخلي الصناعي

23%
من إجمالي
العمالة الصناعية

• أكثر من 20,000 مؤسسة في القطاع.

• 8.07 مليار دولار واردات غذائية.